



AAFC

C/o AAFC Île-de-France
14, av. René Boylesve
75016 Paris
+ 33 6 48 69 81 89

www.amitiefrancecoree.org
amitiefrancecoree@gmail.com

ASSOCIATION D'AMITIÉ FRANCO-CORÉENNE BULLETIN TRIMESTRIEL n°136

3^e trimestre 2018 / 2€

ISBN 0150-3808

SOMMAIRE

L'éditorial de Benoît Quennedey, président de l'AAFC : « Pour une culture de paix et de coopération »	p. 2
Activités de l'AAFC :	
Projection-débat autour du film JSA	p. 3
Conférence-débat : quelle paix en Corée 65 ans après l'accord d'armistice de Panmunjom ?	p. 4
Comité national de l'AAFC du 29 août 2018	p. 6
Visite d'une ferme de plantes médicinales et maraîchères à Milly-la-Forêt	p. 10
L'AAFC au Grand Déj', le rassemblement annuel des associations dijonnaises	p. 12
Quatrième rencontre Facebook de l'AAFC	p. 13
L'AAFC dans les médias	p. 13
Actualités coréennes :	
Sommet intercoréen du 18 au 20 septembre 2018	p. 16
Mise en œuvre de la déclaration de Singapour entre les États-Unis et la RPDC	p. 23
Deux députés pour l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la RPDC	p. 26
Affaire Choi Soon-sil / affaire Benalla : points communs et différences	p. 28
CILD : élection d'Aymeric Monville comme président, disparition de Samir Amin	p. 30
Les dossiers de l'AAFC :	
VOYAGE D'UNE DÉLÉGATION DE L'AAFC EN RPDC DU 4 AU 13 SEPTEMBRE 2018	p. 32
Appel à cotisations 2018 et informations légales	p. 44

Pour une culture de paix et de coopération

Les développements diplomatiques récents dans la péninsule coréenne témoignent d'un changement profond de paradigme : la déclaration du 19 septembre 2018, signée à Pyongyang entre les présidents Kim Jong-un et Moon Jae-in, a remis les relations inter-coréennes sur la voie de la coopération et du rapprochement, tandis que la main tendue de Pyongyang à l'administration américaine permet d'espérer que soient créées les conditions d'un réel engagement des États-Unis pour garantir un régime de la paix dans la péninsule.

À cet égard, la délégation de l'AAFC dont je faisais partie et qui a visité la Corée du Nord du 4 au 13 septembre derniers, a pu constater les efforts accomplis par les autorités nord-coréennes pour créer les conditions les plus favorables à l'approfondissement du dialogue, trois mois après le sommet de Singapour, le 12 juin 2018, entre les présidents Donald Trump et Kim Jong-un. Aucune image de missile balistique (même de courte portée), ni de fusée spatiale, tant lors de la parade militaire qu'à l'occasion du nouveau spectacle de gymnastique de masse inauguré pour le 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, le 9 septembre 2018... Et, plus encore, comment ne pas saluer cette image forte des deux présidents coréens dans le stade où était joué le spectacle de gymnastique, applaudis par des dizaines de milliers de Nord-Coréens ? C'est d'ailleurs le même spectacle auquel a assisté le Président Moon Jae-in moins de deux semaines plus tard, alors que le Président Kim Jong-un est annoncé prochainement à Séoul – une première dans les relations Nord-Sud, et un symbole extrêmement puissant, tant attendu depuis le premier sommet Nord-Sud de juin 2000.

Si le printemps 2018 témoigne d'une nouvelle ère dans la péninsule coréenne, les menaces restent nombreuses sur ce nouveau climat, porté par une culture de paix et de coopération. L'AAFC considère qu'être utile à la paix et à la coopération, dans le contexte actuel, consiste à faire connaître la culture coréenne : le présent numéro rend compte de nos interventions dans les médias, et de nos actions multiples – projections-débats autour de films sud-coréens, interventions dans les fêtes des associations partout en France, ou encore engagement d'échanges ciblés dans les domaines des études coréennes, de l'architecture ou du sport. C'est de ces actions diverses dont nous avons d'ailleurs rendu compte publiquement, lors d'une conférence à Pyongyang le 11 septembre 2018. À la question « à quoi sert une association d'amitié ? », nous avons répondu : « à favoriser la compréhension mutuelle entre les peuples, au-delà des différences de cultures et de systèmes politiques et sociaux, pour faire advenir un monde de paix et d'échanges, basés sur l'enrichissement mutuel. »

A contrario, tous ceux qui restent arc-boutés sur l'application de sanctions maximales contre les populations nord-coréennes (et qui aujourd'hui dictent sur ce point la ligne majoritaire à Washington), des sanctions sans précédent dans l'histoire des Nations unies, ne font que poursuivre la guerre par d'autres moyens. Attendre la dénucléarisation complète de la Corée du Nord pour envisager un début de levée des sanctions est un marché de dupes, ôtant à Pyongyang son unique carte de négociations. Les précédents irakien de 2003 et libyen de 2011 montrent le caractère irresponsable des gouvernements croyant aux vertus du désarmement unilatéral. Les partisans de l'emploi des mini-bombes nucléaires américaines n'attendent qu'un prétexte pour que celles-ci se déversent demain

sur l'Iran ou la Corée du Nord. La partie n'est pas égale dans le bras-de-fer diplomatique où plusieurs États sont engagés avec Washington, au regard de la puissance de frappe nucléaire et conventionnelle des États-Unis, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il faudra que l'administration américaine réponde aux manifestations répétées de bonne volonté de leurs interlocuteurs nord-coréens. C'est pour créer ce rapport de forces que Pyongyang s'est doté d'une force de dissuasion nucléaire. Il convient à présent de mettre en application le principe « action contre action » (chaque partie accomplissant un pas en direction de l'autre), le seul opérationnel en pratique, si l'on veut créer les conditions de la confiance dans une négociation diplomatique et stratégique globale à l'horizon 2021, fin du mandat en cours de Donald Trump.

Dans ce contexte, et comme l'ont observé les parlementaires de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale à l'occasion de la présentation d'un rapport sur le désarmement nucléaire de leurs collègues Michel Fanget et Jean-Paul Lecoq (dans une discussion dont rend compte le présent numéro), il est impératif que le gouvernement français se réinvestisse pleinement sur le dossier nord-coréen, dont il n'a pas pris en compte toute la mesure des évolutions récentes. Il est de l'intérêt de la France qu'elle franchisse le cap de la reconnaissance diplomatique en anticipant les évolutions en cours à Washington et à Tokyo, et non en pratiquant un suivisme paresseux, à la remorque des éléments les plus hostiles à l'amélioration des relations avec la Corée du Nord. Si l'on veut que la France soit davantage présente en Corée et dans la zone Asie-Pacifique, c'est maintenant qu'il faut être présent, et non lorsque toutes les questions stratégiques auront été réglées, à l'issue de discussions dans des enceintes où la France n'aura brillé que par son absence.

Benoît Quennedey,
président
de l'Association d'amitié franco-coréenne.

ACTIVITÉS DE L'AAFC

Projection de *JSA* (Joint Security Area) : UN RÉCIT DE FRATERNISATION PAR DELÀ LA FRONTIÈRE

Le 16 juillet 2018, la Filmothèque du Quartier Latin – qui avait déjà proposé en novembre 2008 une des plus importantes rétrospectives du cinéma (sud-)coréen en France – a organisé une projection-débat de *JSA* de Park Chan-wook, suivie d'un débat animé par Benoît Quennedey, président de l'Association d'amitié franco-coréenne. Le premier long métrage qui a véritablement fait connaître Park Chan-wook – sorti en salles en Corée en 2000 – a dû attendre juin 2018 pour être projeté en salle dans notre pays (hormis des projections plus ponctuelles dans le cadre de festivals). Un chef d'œuvre à découvrir ou à redécouvrir.

En réalisant *JSA* – récit d'une improbable fraternisation entre soldats sud- et nord-coréens le long de la zone démilitarisée (mais qui se terminera par un affrontement mortel, lequel sert de trame au thriller

qui caractérise toute la première partie du film) – Park Chan-wook a opéré un tournant dans la représentation des Nord-Coréens dans le cinéma sud-coréen : ayant fait le choix de s'intéresser aux hommes et non aux systèmes politiques, il a humanisé les traits des Nord-Coréens, qui se démarquent (enfin) des brutes épaisses, assommées par l'idéologie, que l'on retrouve dans tant d'autres films sud-coréens de l'époque (ou antérieurs) consacrés aux relations Nord-Sud. Il est vrai également que l'élection du Sud-Coréen Kim Dae-jung à la présidence de la République en Corée du Sud, en 1998, a permis d'engager un rapprochement Nord-Sud qui a desserré l'étau de la censure, héritée de l'époque de la junte militaire. Park Chan-wook reconnaît lui-même qu'il n'aurait pas pu tourner ce film, qui a connu un immense succès en salles en Corée du Sud, dix ans plus tôt.

Les héritages de Quentin Tarantino et du film noir américain sont très prégnants dans ce long métrage palpitant, qui brosse avec subtilité les portraits de



personnages complexes, loin des héros positifs qui peuplent la création artistique – commune à l'ensemble de la Corée – où l'artiste se doit avant tout d'être pédagogue et éducateur. Non que le film soit exempt d'un message que l'on considèrera comme politique (d'ailleurs, les seuls véritables héros, si l'on veut en trouver, sont un sergent nord-coréen et une Suissesse d'origine coréenne qui découvre qu'elle est la fille d'un général nord-coréen, ce qui est en soi une révolution conceptuelle), mais Park Chan-wook s'est intéressé à la beauté de la fraternisation entre Coréens du Nord et du Sud, dans une ode à la réconciliation et à la réunification qui résonnait fortement, après le premier sommet intercoréen du 15 juin 2000, et qui a – à ce titre – marqué des générations de Sud-Coréens dans leurs représentations des « frères ennemis » du Nord.

À cet égard, le réalisme est servi par une série de références historiques exactes.

Le débat qui a suivi la projection a aussi mis en avant d'autres traits originaux du film : une représentation de la femme émancipée sous les traits de l'inspectrice suisse, un message homosexuel peu évident à nos yeux mais qui a soulevé l'intérêt de la critique française en 2018, et plus nettement une critique de l'institution militaire sud-coréenne au moment où la fin annoncée de la criminalisation des objecteurs de conscience en Corée du Sud rappelle que le service militaire reste un instrument privilégié du bourrage de crâne anti-Corée du Nord dans la très conservatrice société sud-coréenne.

65 ans après l'accord d'armistice de Panmunjom,

L'URGENCE DE GARANTIR UN RÉGIME DE PAIX EN CORÉE

Le 17 juillet 2018, l'Association d'amitié franco-coréenne et le Forum coréen international ont co-organisé une conférence-débat à Paris à la veille du 65^e anniversaire de la signature de l'accord d'armistice de 1953 qui a mis fin aux combats de la guerre de Corée (mais pas à la guerre elle-même) dans un contexte nouveau marqué notamment par les sommets intercoréens des 27 avril et 26 mai 2018 à

Panmunjom et le sommet États-Unis-Corée du Nord du 12 juin 2018 à Singapour. Trois mois et demi après la conférence organisée à la Bourse du travail de Paris, le 29 mars 2018, entre l'AAFC, l'association Droit Solidarité (membre de l'Association internationale des juristes démocrates), le Mouvement de la Paix et l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre



Stephen Cho, animateur du Forum coréen international, et Benoît Quennedey, président de l'AAFC.

(ARAC), l'urgence est de favoriser la paix, la dénucléarisation et un système de sécurité collective en Corée.

En ouverture de la conférence, Benoît Quennedey, président de l'AAFC, a rappelé que cette manifestation s'inscrivait dans les activités traditionnelles de l'Association à l'occasion du mois de solidarité avec le peuple coréen, entre le 25 juin (date du déclenchement de la guerre de Corée en 1950) et le 27 juillet (date de la signature de l'accord d'armistice en 1953). Puis il a donné la parole à Stephen Cho, animateur du Forum coréen international.

Stephen Cho a établi le lien entre l'histoire récente de la péninsule coréenne et les développements récents de l'actualité. Il a rendu hommage à Roland Weyl, qui était assis au premier rang des participants, sur la nécessité de faire respecter le droit international, bafoué lors de la guerre de Corée qui a été une opération de police diligentée par les États-Unis, et d'établir un système de paix plus qu'un traité de paix lui-même – le conflit en Corée n'ayant pas été formellement une guerre. Les termes « régime de paix » figurent d'ailleurs explicitement dans la déclaration signée à Singapour le 12 juin 2018 entre les présidents Donald Trump et Kim Jong-un.

Il a souligné que le conflit militaire entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée s'était déplacé sur le terrain diplomatique, en observant que les conditions de ce changement

avaient été préparées dès la fin de l'année 2017 par des échanges directs entre Américains et Nord-Coréens. La situation actuelle présente de nombreux points communs avec de précédents cycles de tensions et de négociations, notamment la période 1993-1994, avec cette différence majeure qu'en 2017-2018 le gouvernement sud-coréen du démocrate Moon Jae-in a joué un rôle de relais et de facilitateur. Cependant, si les Nord-Coréens ont multiplié les gestes de bonne volonté (depuis la destruction du site d'essais nucléaires de Punggye-ri jusqu'à la suspension de leurs tirs de missiles balistiques et d'essais nucléaires), les Américains ont été beaucoup plus réticents à s'engager – n'ayant concédé, et tardivement, que la suspension de leurs manœuvres militaires au large de la Corée, tandis que les « faucons » (John Bolton en tête) s'agitent pour faire échouer le processus de dialogue en rajoutant de nouvelles exigences. C'est pourquoi les autorités nord-coréennes ont pu dénoncer les « méthodes de gangster » de Washington lors de la dernière visite à Pyongyang de Mike Pompeo, après le sommet de Singapour, faute d'engagement concret des États-Unis quant aux garanties de sécurité qu'ils apporteraient à Pyongyang en contrepartie de sa dénucléarisation.

Dans ce contexte, Stephen Cho a souligné le rôle dévolu aux militants progressistes sud-coréens, et plus largement aux forces progressistes concernant la situation en Corée : garantir la souveraineté du peuple coréen, qui passe par le retrait des bases

américaines de Corée, lutter contre le capitalisme prévaricateur des conglomérats (les *chaebols*), et poursuivre la lutte pour les libertés démocratiques et les droits sociaux – les mesures réformistes accordées par le gouvernement sud-coréen étant le

fruit des luttes de tout le peuple coréen (y compris les capitalistes nationaux) pour contenir la force du mouvement progressiste, qui constitue une force révolutionnaire.

Comité national de l'AAFC :

CAP SUR LA PAIX ET UN NOUVEL ESSOR DES COOPÉRATIONS FRANCO-CORÉENNES

Le 29 août 2018, le comité national de l'Association d'amitié franco-coréenne s'est réuni à Paris, en présence de Jef Bossuyt (Association d'amitié Belgique-Corée). Cette réunion s'est tenue alors que le contexte international autour de la péninsule coréenne est marqué par une divergence entre les politiques américaine (caractérisée par un raidissement de l'administration Trump, le président américain ayant tout dernièrement décidé d'annuler la quatrième visite à Pyongyang du secrétaire d'État Mike Pompeo) et sud-coréenne – la relance des échanges Nord-Sud étant marquée par la reprise des réunions de familles séparées, l'annonce d'un nouveau sommet inter-coréen à Pyongyang (d'ici fin septembre 2018) et l'organisation d'événements conjoints dans les domaines culturel et sportif. Pour sa part, le comité national de l'AAFC a mis l'accent sur les perspectives de coopération franco-coréenne, à la veille du déplacement en République populaire démocratique de Corée d'une délégation de l'AAFC, du 4 au 13 septembre 2018, dans le contexte de la commémoration du 70^e anniversaire de la fondation de la RPD de Corée, le 9 septembre 1948.

En ouverture des travaux du comité national, Benoît Quennedey, président de l'AAFC, a rappelé les activités récentes de l'AAFC : l'accent a été mis sur la signature d'un traité de paix dans la péninsule coréenne et la nécessaire instauration d'un régime de sécurité collective qui prévienne l'escalade mortifère des tensions et des sanctions – en particulier lors de la conférence-débat du 17 juillet 2018, co-organisée avec le Forum coréen international, et le débat ayant suivi la projection du film *JSA* le 16 juillet 2018 à la Filmothèque du Quartier Latin, à Paris. Le succès de cette dernière initiative ouvre la perspective d'organiser plus régulièrement des projections de films coréens. Alors qu'au cours de la dernière année l'AAFC



Jef Bossuyt, de l'Association d'amitié Belgique-Corée.

a été sollicitée à plusieurs dizaines de reprises dans différents médias (France 24, RT France, CNews, *Le Huffington Post*...), l'intérêt pour l'AAFC, seule association active en France promouvant les actions de coopération concrètes avec l'ensemble de la Corée, se manifeste dans la progression continue de son nombre de membres : sur huit mois, fin août 2018, le nombre annuel d'adhérents à jour de cotisation atteint 94 % du total réalisé sur l'ensemble de l'année 2017.

Le président du comité Bretagne de l'AAFC, Djimadoum Ley-Ngardigal, a mentionné la participation de membres du comité régional aux récents matchs de la coupe du monde féminine U20 en Bretagne, où les Nord-Coréennes, championnes du monde sortantes, ont été éliminées par les Françaises, ainsi qu'à la projection en avant-première du film *JSA* à Rennes. De fait, l'équipe française de promotion du film a sollicité l'AAFC

et pu compter sur le relais de ses adhérents et sympathisants, en Ile-de-France et en région, pour faire connaître une œuvre sud-coréenne majeure, tardivement sortie en salles en France (18 ans après sa sortie en Corée...), mais qui rend toujours compte avec acuité de la question de la division de la péninsule.

Également membre du bureau du Comité espéranto de l'AAFC, Nathalie Kesler a mentionné que, après la visite en Corée du Nord et à Dandong (à la frontière sino-coréenne) d'une délégation du comité thématique de l'AAFC en avril 2017, les échanges sino-coréens avaient repris dans le domaine de l'espéranto, à l'initiative des espérantistes du club chinois de Dandong et de guides nord-coréens espérantistes.

Au nom de l'Association d'amitié Belgique-Corée, Jef Bossuyt a présenté les résultats des déplacements de délégations de l'association dans le nord et le sud de la péninsule en 2018. Un voyage pour la paix, ouvert aux adhérents intéressés de l'AAFC, sera organisé en Corée du Sud et en Corée du Nord en mai 2019, un festival de la paix étant prévu à Séoul le 1^{er} mai 2019.

Comme la réunion du Comité national coïncidait avec le 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, les participants ont ensuite eu l'honneur de recevoir M. Jong Chang-gwon, conseiller à la délégation générale de la RPD de Corée en France, qui a engagé une discussion avec les personnes présentes et pris note de demandes spécifiques pour des coopérations franco-coréennes, notamment dans le domaine culturel.

Secrétaire général de l'AAFC, Patrick Kuentzmann a rappelé que la Corée, contrairement à la France, a été placée à la libération sous un

régime d'administration militaire directe au sud de la péninsule, où les anciens collaborateurs des Japonais ont gardé la haute main sur l'administration et l'économie. Figure éminente de la résistance à l'occupation japonaise, le Président Kim Il-sung a initié avec toutes les composantes de la résistance, un processus ayant conduit à la fondation de la RPD de Corée à Pyongyang, proclamée par des délégués originaires de l'ensemble de la péninsule coréenne, après les élections séparées s'étant tenues dans la seule moitié sud de la Corée en mai 1948.

S'exprimant au nom des associations d'amitié belge, haïtienne, néerlandaise et irlandaise, Jef Bossuyt a salué l'exemple donné par le peuple coréen, après la Seconde guerre mondiale, pour les autres peuples du monde en lutte pour leur libération et leur émancipation. Il a ainsi souligné que la création de la RPD de Corée a constitué une étape marquante dans les luttes pour l'indépendance des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Clôturent les interventions, M. Jong Chang-gwon a remercié les participants à cette réunion de fait internationale organisée à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée. Il a souligné que l'histoire de la RPD de Corée se confondait avec celle du peuple coréen pour la dignité et la souveraineté depuis les combats de la guérilla anti-japonaise menés par le Président Kim Il-sung et jusqu'à l'époque actuelle, sous la conduite du Président Kim Jong-un. En ce qui concerne la situation extrêmement complexe de la péninsule coréenne en 1945, il a rappelé que le débarquement des troupes américaines était postérieur à la capitulation japonaise, et que celles-ci avaient ensuite favorisé la division de la Corée, dont la réunification reste ainsi toujours une des tâches prioritaires du peuple coréen.



Photos : Dominique de Miscalault (www.dominiquedemiscalault.fr).

**ALLOCUTION DE PATRICK KUENTZMANN,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'AAFC, À L'OCCASION DU
70^e ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE**

Monsieur l'Ambassadeur,

Chers amis coréens,

Chers membres de l'Association d'amitié franco-coréenne,

Nous sommes réunis pour célébrer le 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, le 9 septembre 1948.

Un regard extérieur pourrait s'étonner qu'une association française accorde tant d'importance à la fête nationale d'un pays que les gros médias de masse s'attachent si souvent à décrier, par paresse, par facilité ou par volonté de nuire, parfois tout en même temps. Mais ce bruit médiatique ne peut impressionner que les gens de peu de culture et de mémoire.

Or, les membres de l'Association d'amitié franco-coréenne ont une culture et une mémoire historiques qui leur commandent de célébrer dignement l'anniversaire de la République populaire démocratique de Corée.

Nous nous souvenons en effet du contexte dans lequel a été divisée la Corée en 1945 et de la nature du régime mis en place en Corée du Sud entre 1945 et 1948, au lendemain de la libération de la colonisation japonaise. Et nous n'ignorons pas non plus la voie suivie jusqu'à aujourd'hui par la République populaire démocratique de Corée pour la défense de la paix en Corée, en Asie et dans le monde.

Débarquant en Corée du Sud le 8 septembre 1945, soit trois semaines après la capitulation japonaise, les troupes américaines y établirent un régime d'occupation militaire : l'United States Armed Military Government in Korea (USAMGIK). Il convient de noter - et cela rapproche un peu plus Français et Coréens attachés à l'indépendance de leur pays - que les États-Unis envisageaient un tel régime pour la France au lendemain de la libération, l'Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT). Il fallut tout le poids du général De Gaulle pour épargner ce traitement à la France. Il manqua malheureusement un De Gaulle à la Corée du Sud.

En Corée du Sud, le gouvernement militaire américain s'appuya sur les anciens collaborateurs avec l'occupant japonais, lesquels se virent confier de hautes fonctions dans la nouvelle administration. En même temps, en Corée du Nord, les comités populaires, créés spontanément dans toute la Corée dès la libération, étaient issus des rangs de la résistance contre la colonisation japonaise. Présente en Corée du Nord, l'Union soviétique laissa l'administration à ces comités.

Un accord signé à Moscou en décembre 1945 par l'URSS et les États-Unis prévoyait un régime d'administration de la Corée pendant une durée maximum de cinq ans, des garanties d'indépendance de la Corée et l'établissement d'un gouvernement provisoire. Mais, alors que les Soviétiques insistaient sur la mise en place d'un gouvernement coréen indépendant, les Américains voulaient maintenir une administration internationale de la Corée par quatre pays (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et République de Chine).

L'homme mis à la tête de la Corée du Sud par les Américains, Syngman Rhee, mit donc l'accent sur l'administration de la Corée par les puissances étrangères, et appela à la formation d'un gouvernement dans la seule Corée du Sud, décision qui divisa la droite nationaliste coréenne car elle entérinerait la partition de la péninsule coréenne.

Dans le même temps, les partis de gauche demandaient des réformes économiques en Corée du Sud, s'inspirant de l'exemple du Nord : en mars 1946, réforme agraire redistribuant les terres à 70 % des paysans ; en juin 1946, abaissement de la durée quotidienne de travail à huit heures ; en juillet 1946, loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes ; nationalisation de 90 % des entreprises... Face à ces revendications, une répression féroce se mit en place en Corée du Sud.

Quant à la question d'une Corée unie et indépendante, elle était désormais dans les mains de l'Organisation des Nations unies, alors dominée par les pays d'Europe occidentale et d'Amérique latine favorables aux États-Unis. En 1948, ces Nations unies décidèrent l'organisation d'élections séparées dans la seule moitié Sud.

La contestation la plus vive eut lieu dans l'île de Jeju en avril 1948 : les manifestants s'opposèrent aux élections séparées et demandèrent le départ des troupes américaines. La répression causa 80 000 morts.

L'assemblée sud-coréenne, élue le 10 mai 1948 à l'issue d'un scrutin boycotté par la majorité des partis et s'étant tenu dans la seule partie du Sud (à l'exception de Jeju), porta Syngman Rhee à la présidence de la République. La République de Corée était née.

Opposés à ce processus de division de la péninsule coréenne, des nationalistes de droite, au premier rang desquels Kim Ku, abandonnèrent Syngman Rhee, en exigeant des élections dans toute la Corée. En avril 1948, les opposants à la tenue d'élections séparées au Sud, dont les nationalistes Kim Ku et Kim Kyu-sik, se réunirent à Pyongyang, à l'invitation du dirigeant du Comité populaire de Corée du Nord Kim Il-sung. Leur programme commun comportait le départ des troupes américaines et soviétiques, l'établissement d'un gouvernement provisoire et d'une assemblée pour toute la Corée, ainsi que l'invalidation des élections prévues en Corée du Sud.

À propos de cette grande union nationale, transcendant les différences idéologiques, le Président Kim Il-sung écrivit dans ses mémoires :

« Il est possible de s'unir avec toutes les couches sociales en mettant au premier plan la grande cause de la libération nationale. Voilà mon attitude en la matière. C'est en partant de cette position, après la Libération, que nous avons collaboré avec M. Kim Ku qui avait lutté jusque-là, toute sa vie, contre le communisme et qu'aujourd'hui nous en appelons à la raison de tous les Coréens pour réaliser l'union nationale. L'union nationale mènera à l'isolement des forces étrangères et des traîtres à la patrie. »

Prenant acte de l'établissement d'un gouvernement séparé en Corée du Sud, les dirigeants du Nord organisèrent des élections le 25 août 1948, en secret dans la partie Sud. L'Assemblée populaire suprême ainsi élue proclama la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre 1948.

À la fin de l'année 1948, Kim Ku appela à nouveau au retrait des troupes américaines et soviétiques, ainsi qu'à la reprise des discussions Nord-Sud. En mars 1949, des députés sud-coréens demandèrent encore à l'ONU le départ des troupes étrangères. Syngman Rhee répondit en instaurant la loi de sécurité nationale, toujours en vigueur en Corée du Sud, et interdisant tout contact avec le Nord. Dans la vague d'exécutions et d'arrestations qui suivit, Kim Ku, alors âgé de 72 ans, ancien président du gouvernement provisoire de la République de Corée pendant l'occupation japonaise, fut lui-même assassiné en juin 1949 par la police secrète sud-coréenne.

La division de la Corée, contre la volonté des Coréens et par le jeu des grandes puissances, portait en germe le conflit fratricide à venir, et qui perdure aujourd'hui faute d'un véritable traité de paix en Corée. Nous devons donc être reconnaissants à la Corée du Nord d'avoir été, dès avant sa constitution en tant qu'État, à la pointe du combat contre la division et donc pour la paix.

Une chanson nord-coréenne dit : « Nous aimons la paix mais nous ne mendierons pas pour l'avoir. »

Cela fait écho à ce qu'écrivait Paul Vaillant-Couturier en 1936 dans son rapport au comité central du Parti communiste français pour la convocation des « États généraux de l'intelligence française » : « L'intelligence

ACTIVITÉS DE L'AAFC

défend la paix. L'intelligence a horreur de la guerre, parce qu'elle est la destruction des valeurs, en même temps que des choses. » Et, plus loin, il ajoutait : « Tout désarmement unilatéral serait une duperie. »

Félicitons la République populaire démocratique de Corée à l'occasion de son 70^e anniversaire, et félicitons nous d'être les amis d'un des peuples parmi les plus intelligents du monde !

Visite

D'UNE FERME DE PLANTES MÉDICINALES ET MARAÎCHÈRE À MILLY-LA-FORÊT



De droite à gauche : S.E. M. Kim Yong-il, délégué général de la RPD de Corée en France, M. Jong Chang-gwon, Premier conseiller à la délégation générale de la RPD de Corée, et Mme Catherine Bosc-Biern, directrice de l'établissement « L'Herbier de Milly »

Le mardi 11 septembre 2018, l'Association d'amitié franco-coréenne a organisé, à l'initiative de Pierre Beltante, la visite d'une ferme maraîchère et de menthe poivrée, pour la délégation générale de la République populaire démocratique de Corée en France. S.E. M. Kim Yong-il, délégué général, et le premier conseiller M. Jong Chang-gwon ont participé à cette visite, avec en perspective l'idée d'un partage de connaissances dans le cadre d'un woofing dans des fermes biologiques. Madame Catherine Bosc-Biern, directrice de l'établissement « L'Herbier de Milly » a tout d'abord présenté un petit historique de la menthe poivrée de Milly et de l'entreprise familiale. L'AAFC tient à la

remercier pour sa disponibilité et la qualité de son accueil.

Présentation de la menthe poivrée

Milly-la-Forêt, au sud de l'Essonne, est connu depuis des siècles par la culture des simples et plantes médicinales. La Chapelle Saint Blaise des Simples atteste que des soins ont été apportés aux lépreux avec les plantes au XV^e siècle.

Au XIX^e siècle, près d'une centaine de familles vit de la culture de la menthe poivrée, de la Mélisse, Bourrache, Belladone... mais à partir des années 1930, les cultures se développent à l'étranger à moindre coût, les prix s'effondrent et les cultivateurs

herboristes disparaissent les uns après les autres. Une seule famille perpétue aujourd'hui la culture de la menthe poivrée, introduite en France en 1900 par un autre cultivateur Armand Darbonne, la Mitcham ou « Menthe noire » qui deviendra la fameuse menthe poivrée, un hybride de menthe verte et de menthe noire. L'usine Darbonne, située à l'entrée de Milly-la-Forêt, est désormais une multinationale et produit principalement des herbes aromatiques pour la cuisine qu'elle vend dans l'industrie agroalimentaire (Ducros, Gym par exemple) ou sous sa propre marque Darégal El Taste. Elle ne produit plus de menthe poivrée.

Les propriétés de la menthe poivrée

Catherine Bosc-Biern explique que la menthe poivrée a une action très importante sur la sphère digestive. Elle stimule la sécrétion des sucs digestifs et de la bile et décontracte les muscles intestinaux. Elle lutte aussi contre la paresse intestinale, ce qui la rend utile dans les cas de constipation ou de colites, comme dans les diarrhées. Fortement antispasmodique, elle soulage les douleurs d'estomac, les ballonnements, et les nausées. Elle aide aussi à se débarrasser des migraines d'origine digestive. La menthe agit aussi contre le mal des transports, en infusion froide, pastille ou encore huile essentielle. Enfin, la menthe poivrée n'empêche pas de dormir en raison de son faible taux de menthone. Elle reste toutefois contre-indiquée à forte dose pour des femmes enceintes ou des jeunes enfants et naturellement en cas de traitement homéopathique.

L'huile essentielle en application externe est aussi très intéressante, puisqu'elle est antibactérienne et antalgique par son effet rafraîchissant. Ainsi, on peut l'appliquer diluée dans un peu d'huile végétale (par exemple, mettre 5 gouttes d'huiles essentielles pour 30 ml d'huile végétale, type amande douce) sur les douleurs musculaires et sur les crampes. Elle va détendre le muscle.

La dernière famille de producteurs

La famille Bosc-Bierne reste l'héritière en quelque sorte d'une tradition multiséculaire qui se perpétue d'une manière toujours artisanale et naturellement en culture biologique. L'exploitation est constituée de plusieurs lieux exploités par Catherine et son frère Alain :

- des champs de menthe poivrée, de mélisse ;
- des champs de culture maraîchère ou de serres de pleine terre : salade, poireaux, choux de 6 variétés différentes, courgettes, rhubarbe, courges, bettes, tomates de 5 variétés, betterave, fenouil, haricots

verts, concombre, raisins de table, et naturellement d'herbes aromatiques courantes ;

- une ferme comprenant les aires de séchage, de stockage, de préparation ;
- un séchoir centenaire (le séchoir du Père Jules) ;
- une distillerie pour la production d'huiles essentielles.

L'exploitation compte deux salariés permanents ainsi que des vacataires en fonction des récoltes et plantations ainsi que deux autres vacataires pour la vente en boutique « l'Herbier de Milly ». Cette boutique vend la production (légumes, herbes, huiles) qui sont également vendus dans des réseaux de l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP).

D'autres produits biologiques sont en vente dans la boutique. Pour ces derniers, les employés apportent des conseils selon les demandes.

L'exploitation est labellisée par le Parc Naturel du Gâtinais Français.

La visite de la délégation coréenne s'est déroulée en plusieurs endroits, les visiteurs ayant découvert une partie de la Forêt de Fontainebleau en se rendant à Arbonne-la-Forêt pour les champs et serres, ainsi que le village d'Oncy-sur-École où se trouve la ferme familiale, qui a récemment fait l'objet d'une émission avec Gérard Depardieu sur France 3. À l'issue de cette visite, Catherine a offert quelques produits de menthe poivrée et il a été envisagé que cette rencontre puisse se prolonger dans le cadre d'un projet de *woofing* (de l'acronyme WWOOF, World Wide Opportunities on Organic Farms, « Opportunités dans des fermes biologiques du monde entier »).

UNE QUESTION ? UNE RÉACTION ?
ÉCRIVEZ-NOUS :

AMITIEFRANCECOREE@GMAIL.COM

L'AAFC-Bourgogne-Franche-Comté

A ÉTÉ PRÉSENTE À L'ÉDITION 2018 DU GRAND DÉJ'

Le 23 septembre 2018, le comité régional Bourgogne-Franche-Comté de l'Association d'amitié franco-coréenne a été présent pour la première fois au Grand Déj', rendez-vous annuel à Dijon où se sont retrouvées cette année 240 associations jouant un « rôle citoyen, social ou culturel ». Toute la journée, les membres de l'AAFC-Bourgogne-Franche-Comté ont accueilli les visiteurs sur leur stand qui était regroupé avec ceux d'autres associations à caractère international et/ou humanitaire.

« Ah, c'est bien que la Corée soit présente ! » Cette exclamation d'un visiteur résume l'intérêt pour un pays encore trop méconnu en Occident, bien qu'omniprésent dans les médias - et tout au long de la journée les discussions ont abordé franchement la question coréenne et son traitement médiatique.

D'autres associations de solidarité – comme avec la Palestine – ont manifesté un intérêt pour les sujets traités par l'AAFC-Bourgogne-Franche-Comté, ouvrant la perspective d'activités conjointes.

Les visiteurs venaient parfois avec des questions très précises – comme donner des cours de français à une jeune Coréenne vivant en Bourgogne-Franche-Comté – ou ont encore permis d'aborder des expériences personnelles autour du pays du Matin calme, telles ceux de ce catholique dont le frère est prêtre dans les quartiers défavorisés au Chili – et qui connaissait le rôle joué par les catholiques sud-coréens dans la lutte pour les libertés démocratiques, contre la junte militaire.

Comme le principe même du Grand Déj' n'est pas de réaliser des ventes (celles-ci sont interdites, afin d'éviter une présence purement mercantile), il était encourageant, pour tous ceux qui ont à cœur de mieux faire connaître la Corée en Bourgogne-Franche-Comté, de voir que des visiteurs entendaient acheter les ouvrages sur la Corée publiés par des membres de l'AAFC, ou encore que d'autres s'intéressaient aux possibilités de voyage dans le Nord de la péninsule.

Cette participation, qui était une première, a élargi les possibilités d'action sur la Corée et pour les Coréens en Bourgogne-Franche-Comté.



Photo : AAFC-Bourgogne-Franche-Comté.

L'AAFC A ORGANISÉ SA

quatrième rencontre Facebook

Il y a neuf ans, le 7 juillet 2009, l'Association d'amitié franco-coréenne créait sa page Facebook. À cette occasion, le 7 juillet 2018, l'AAFC a organisé la 4^e rencontre entre ses membres Facebook (après les précédents événements Facebook de 2014, 2015 et 2016), toujours à la brasserie parisienne « Le Twickenham » – à une date qui coïncidait également (car tout est anniversaire en Corée) avec le 46^e anniversaire du communiqué conjoint Nord-Sud du 4 juillet 1972 et le 24^e anniversaire de la disparition du Président Kim Il-sung, fondateur de la République populaire démocratique de Corée, le 8 juillet 1994.

L'augmentation du nombre de membres de la communauté Facebook de l'AAFC suit la courbe ascendante des adhérents de l'association : ils étaient 394 membres sur Facebook fin juin 2015 et 793 trois ans plus tard, le 7 juillet 2018, soit une progression de 101 %.

Outre la reprise des articles des différents blogs de l'AAFC, ainsi que ceux du Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD), la page Facebook de l'AAFC s'est affirmée comme un espace privilégié de débats et d'informations sur la Corée (du Nord comme du Sud), sans attendre les publications sur les blogs de l'AAFC – pour les événements politiques, culturels, sportifs, économiques qui touchent l'ensemble de la péninsule. À ce titre, la communauté Facebook de l'AAFC se distingue nettement des autres communautés francophones sur la Corée - qui se limitent à un groupe particulier de personnes, ou à un type d'événements (en particulier, ceux liés à la K-Pop).

La rencontre Facebook du 7 juillet 2018 a également permis de débattre de l'actualité politique et diplomatique, quatre semaines après le sommet de Singapour du 12 juin 2018, des activités et des projets de l'Association.

L'AAFC

DANS LES MÉDIAS

Au cours du troisième trimestre de 2018, Benoît Quennedey, président de l'AAFC, est intervenu à trois reprises dans les médias : sur RT France le 13 août, après l'annonce du sommet inter-coréen qui s'est tenu à Pyongyang du 18 au 20 septembre 2018 (vidéo en ligne à l'adresse : www.youtube.com/watch?v=peM9ynk9gwQ) et sur France 24 les 20 août et 18 septembre. Nous reproduisons ci-après des comptes rendus des interventions sur France 24.

**JOURNAL TÉLÉVISÉ DE FRANCE 24
(CANAL FRANCOPHONE) DU 20 AOÛT 2018**

Du 20 au 22 août 2018 puis du 24 au 26 août, des centaines de membres de familles coréennes séparées de part et d'autre du trente-huitième parallèle se sont retrouvés dans les monts Kumgang, au nord de la péninsule. C'était la vingtième rencontre depuis le début des années 2000 et la première depuis octobre 2015.

La déclaration de Panmunjom, signée lors du sommet inter-coréen du 27 avril 2018 entre les présidents Kim Jong-un et Moon Jae-in, avait prévu ces nouvelles rencontres - riches en émotions - entre des parents et des enfants, des frères et des sœurs, ou entre des cousins sans aucune possibilité de communiquer ou d'échanger entre eux depuis plus de 65 ans. Les autorités sud-coréennes envisagent la possibilité d'organiser ces rencontres sur une base régulière, alors que beaucoup des personnes qui s'étaient inscrites pour revoir une dernière fois leurs proches sont hélas aujourd'hui décédées. Ces sujets ont été abordés par Benoît Quennedey, répondant aux questions de Mathieu Cavada..

Mathieu Cavada (MC) : Combien de personnes sont séparées ?

Benoît Quennedey [BQ] : Au sud on comptait plus de 100 000 personnes concernées par la sépara-



Lee Keum-som (Sud, 92 ans) retrouve son fils Ri Sang-chol (Nord, 71 ans).

tion ayant demandé à revoir un membre direct de leur famille dans le cadre des réunions de familles séparées, mais si l'on inclut toutes les familles ayant un proche direct de l'autre côté de la zone démilitarisée (parents/enfants, frères/sœurs) cela représente au bas mot des millions de personnes, sans parler évidemment des relations amicales ou des voisins. L'absence totale de communications amène à des surprises, ainsi une femme pasteur sud-coréenne vivant en France a découvert que sa sœur, vivant au Nord, était l'équivalent chez nous d'Édith Piaf.

MC : Il n'y a pas beaucoup d'intimité dans ces retrouvailles, tout se passe devant des caméras.

BQ : Il y a aussi, pendant ces retrouvailles de deux fois trois jours, des moments de rencontre dans des salons ou des chambres d'hôtel de façon plus intime et sans la présence des caméras. Auparavant il s'agissait plutôt de rencontres entre frères et sœurs et entre parents et enfants, maintenant c'est souvent entre cousins. Bien sûr que c'est un choc de se retrouver ainsi et cela même peut être douloureux. Il faut aussi éviter d'aborder des sujets polémiques tels que la politique.

MC : Est-ce qu'ils reconnaissent leurs proches ?

BQ : La presse rapporte le cas d'une mère de 92 ans séparée de son enfant qui avait 5 ans... En plus de cette difficulté il y a les distances physiques, ou encore vestimentaires, créées par la division du

pays. Par contre les mots restent les mêmes avec quelques anglicismes au Sud et russismes au Nord, nonobstant le sentiment d'avoir conservé la pureté de la langue au Nord.

MC : Cette rencontre n'est-elle pas pour Kim Jong-un un moyen de faire diversion alors que la dénucléarisation n'avance pas ?

BQ : Le processus de dénucléarisation est un processus de longue durée, où tant les États-Unis que la Corée du Nord attendent des gestes de l'autre partie. Ces rencontres entre familles séparées marquent déjà la force du rapprochement en cours Nord-Sud et sont vécues par les deux parties divisées de la Corée comme un processus d'abord humanitaire.

JOURNAUX TÉLÉVISÉS DE FRANCE 24 (CANAUX FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE) DU 18 SEPTEMBRE 2018

Le 18 septembre 2018, Benoît Quennedey a été interrogé en ouverture du journal télévisé de 22h par Claire Bonnichon à propos du sommet inter-coréen de Pyongyang.

Claire Bonnichon (CB) : Pour la première fois en onze ans un président de la Corée du Sud est à Pyongyang. Au Sud comme au Nord on attend beaucoup de cette rencontre.

Benoît Quennedey [BQ] : La Corée reprend en main son destin. C'est très important que les Coréens dessinent eux-mêmes leur avenir. Car on a dit que le Nord dépendait de la Chine et le Sud des États-Unis. De plus, la première réunion a eu lieu au siège du Comité Central du Parti du travail de Corée ; c'est tout un symbole.

CB : Dix-sept patrons accompagnent le président Moon Jae-in. Que peut-il se passer ?

BQ : En particulier, les quatre principales entreprises du Sud sont représentées par leurs dirigeants. Pour le moment les sanctions bloquent encore les échanges économiques potentiels.

CB : C'est pourquoi rien ne débouchera.

BQ : Oui mais dans une perspective de long terme cela permet d'étudier ce qui peut être réalisé. Par exemple il ne faut pas oublier que la Corée du Sud est enclavée comme une île et que le raccordement et le développement des voies ferrées pourraient amener à la possibilité, par exemple, de relier Busan à Marseille.

CB : Les pourparlers entre la RPDC et les États-Unis sont au point mort...

BQ : Il n'y a pas de calendrier avec un contenu, pas de système de sécurité collective proposé. Par contre les rapports avec la Chine sont bons et j'étais présent à Pyongyang la semaine dernière quand, devant la foule présente pour fêter le 70^e anniversaire de la fondation de la RPD de Corée, Kim Jong Un a pris, pour la lever avec la sienne, la main du représentant de la Chine Li Zhangshu (un des sept plus hauts dirigeants du Parti communiste chinois). Pyongyang a clairement manifesté, lors des cérémonies, sa volonté d'aller de l'avant sur le chemin de la paix.

À 22h30 changement de plateau et c'est Mark Owen qui interroge, en anglais, Benoît Quennedey.

Mark Owen (MO) : Voyons-nous des changements à Pyongyang ?

Benoît Quennedey (BQ) : J'étais présent à Pyongyang pour les la commémoration du 70^e anniversaire de la fondation de la RPD de Corée. Il y a des changements dont la venue, la première fois en 11 ans, du président sud-coréen.

MO : La grande question c'est la dénucléarisation, mais pour la population ?

BQ : La RPDC est toujours sous le coup de sanctions mais la présence des patrons du Sud montre que ceux-ci prennent en compte la possibilité de la levée de ces sanctions.

MO : Réouvrir la zone spéciale de Kaesong, développer les échanges c'est ce que veulent ces grands patrons ?

BQ : Oui, le Sud ne prend pas seulement sa part dans le volet diplomatique mais aussi dans le volet économique. Le Sud développe son indépendance par rapport aux États-Unis comme d'ailleurs le Nord vis-à-vis de la Chine.

MO : Je ne suis jamais allé en Corée du Nord mais j'espère le faire un jour. Peut-on se déplacer librement ?

BQ : J'y suis allé huit fois depuis 2005. Le programme des visites est discuté en commun. Il faut sortir de la capitale pour avoir une image plus complète du pays. C'est clair qu'est en cours une ouverture au monde extérieur et que le pays est beaucoup plus ouvert qu'il y deux décennies.

UNE QUESTION ? UNE RÉACTION ?
ÉCRIVEZ-NOUS :

AMITIEFRANCECOREE@GMAIL.COM

Sommet inter-coréen

**DU 18 AU 20 SEPTEMBRE 2018 :
KIM JONG-UN ACCUEILLE MOON JAE-IN À L'AÉROPORT
ET LE REÇOIT AU SIÈGE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI
DU TRAVAIL DE CORÉE**



Il est des symboles lourds de sens : Kim Jong-un, président de la Commission des Affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée, a accueilli personnellement à l'aéroport Moon Jae-in, président de la République de Corée, lors de son arrivée le 18 septembre 2018 à l'occasion de la troisième rencontre au sommet entre les deux hommes d'État (et de la première dans la capitale nord-coréenne), après leurs rencontres à Panmunjom, le 27 avril 2018 et le 26 mai 2018. Ensuite, le Président Moon Jae-in a eu, au cours de l'après-midi, son premier entretien avec le Président Kim Jong-un au siège du Comité central du Parti du travail de Corée. Selon l'agence sud-coréenne Yonhap, « c'est la première fois que Kim accueille un dirigeant étranger dans ce haut lieu, a noté le conseiller [sud-coréen] aux relations publiques, Yoon Young-chan ».

C'est bien une relation d'homme d'État à homme d'État qui s'est établie entre les deux dirigeants coréens. Alors que le développement des échanges inter-coréens contrastait avec le coup d'arrêt alors observé dans les relations entre Washington et Pyongyang, toujours selon l'agence sud-coréenne Yonhap, le Président Kim Jong-un aurait remercié le Président Moon Jae-in :

« Les relations Nord-Sud, Nord-États-Unis se sont améliorées. Le président Moon a apporté son aide pour initier les discussions Corée du Nord - États-Unis. »

Un des thèmes de discussion sera de savoir si les Américains s'engageront – enfin – à apporter des précisions sur les garanties de sécurité et de non-agression attendues par la RPD de Corée, en contrepartie de son processus de dénucléarisation. À la veille du départ du Président Moon Jae-in, les ministres des Affaires étrangères américain et sud-coréen s'étaient d'ailleurs entretenus par téléphone.

S'agissant du volet des échanges inter-coréens, la présence d'une importante délégation de chefs d'entreprise (dont les dirigeants des quatre principaux conglomérats du pays) aux côtés du Président Moon est significative – mais la reprise des relations économiques Nord-Sud est subordonnée à un assouplissement des sanctions, ce que refuse jusqu'à présent Washington.

En tout état de cause, en reprenant directement en mains leur destin, les dirigeants des deux États coréens signalent leur volonté d'aller de l'avant sur la voie de la réunification pacifique, sans ingérence étrangère.



Source principale : Yonhap.

Relations inter-coréennes :

L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE ÈRE

Au deuxième jour de la visite du Président Moon Jae-in au nord de la Corée, le 19 septembre 2018, de multiples accords et promesses témoignent d'une volonté résolue d'aller de l'avant dans les relations Nord-Sud et pour garantir la paix sur la péninsule coréenne. L'Association d'amitié franco-coréenne passe en revue les échanges extrêmement riches intervenus entre Nord et Sud-Coréens, qui attestent de l'ouverture d'une nouvelle ère sur le chemin de la réunification – après les graves reculs enregistrés pendant la décennie perdue

pour la réunification (2008-2017) au cours des présidences Lee Myung-bak et Park Geun-hye.

De nouveaux engagements de Pyongyang sur la voie de la dénucléarisation, pour peu que les États-Unis jouent le jeu des garanties de sécurité

C'était le sujet le plus scruté par les médias occidentaux : la République de Corée (RC, Corée du Sud) allait-elle discuter avec la République populaire

démocratique de Corée de nouvelles mesures sur la voie de la dénucléarisation, alors que le dialogue entre Washington et Pyongyang était au point mort (fin août 2018, le Président Donald Trump avait annulé en dernière minute la visite à Pyongyang du secrétaire d'État Mike Pompeo) ? Avant le sommet de Pyongyang, le Président Kim Jong-un avait proposé une nouvelle rencontre au président américain, après le sommet du 12 juin à Singapour.

Lors d'une conférence de presse retransmise en direct à Séoul, le Président Moon Jae-in a fait savoir l'engagement des autorités nord-coréennes de franchir de nouvelles étapes sur la voie de la dénucléarisation, en particulier la fermeture définitive de son principal site de test de moteurs de missile :

« Le Nord a convenu de fermer définitivement son site de tests de moteurs de missile de Tongchang-ri et son pas de tir en présence d'experts de pays concernés. »

De même, la RPDC a envisagé la fermeture définitive de son réacteur nucléaire de Yongbyon.

Ces engagements nord-coréens sont toutefois subordonnés à la prise de mesures correspondantes par les États-Unis, qui tardent jusqu'à présent tant à lever tout ou partie des sanctions prises contre la RPDC qu'à préciser le contenu des garanties de sécurité et de non-agression qu'ils apporteraient à la RPDC en contrepartie de sa dénucléarisation.

Les propositions nord-coréennes ont été saluées par le président américain Donald Trump dans un tweet et un sommet entre Washington et Séoul entre les Présidents Moon et Trump aura lieu le 24 septembre 2018, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Le Président Moon Jae-in informera alors plus en détail son homologue américain des intentions nord-coréennes.

Des mesures conjointes pour assurer la sécurité et réduire les tensions

Un des volants les plus ambitieux du sommet, complétant très significativement les objectifs fixés dans la déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018, a été l'accord signé à Pyongyang, le 19 septembre 2018, au niveau des ministres de la Défense de la RC et de la RPDC :

- création de zones tampons, sur terre, sur mer (parallèlement à la réaffirmation de l'objectif de mettre en place une zone de pêche commune) et dans les airs (avec des dérogations pour la lutte contre les feux de forêts ou le transport de patients)
- afin d'abaisser les tensions et éviter les affronte-

ments accidentels, qui n'ont, selon l'AAFC, que trop souvent endeuillé les relations Nord-Sud ;

- suspension des exercices militaires près de la ligne de démarcation militaire, à compter du 1^{er} novembre 2018 ;

- retrait de postes de garde à la frontière (à commencer par 11 postes de garde par le Nord et 11 postes de garde par le Sud d'ici la fin de l'année 2018) ;

- mesures en vue du désarmement de la zone conjointe de sécurité (acronyme anglais : JSA) ;

- mesures pour l'utilisation conjointe de l'estuaire du fleuve Han ;

- mise en place d'un programme de recherche des restes de soldats se trouvant dans la zone démilitarisée (DMZ).

Une commission militaire conjointe sera établie pour assurer le suivi de l'accord.

La reprise et le développement des échanges inter-coréens à caractère civil : vers un sommet inter-coréen à Séoul

Dans la continuité de la déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018, la déclaration signée à Pyongyang par les deux dirigeants le 19 septembre 2018 a prévu le lancement, avant la fin de l'année 2018, des travaux pour le rétablissement de leurs liaisons ferroviaires et routières.

Ils ont également convenu la réouverture de la zone économique spéciale de Kaesong, fermée en février 2016, et du complexe touristique inter-coréen des monts Kumgang, arrêté en juillet 2008, mais – précision importante – quand les conditions auront été réunies. Cette formulation fait allusion aux sanctions internationales prises contre la RPDC qui font aujourd'hui obstacle à la relance de deux politiques phares des échanges et de la coopération Nord-Sud.

Le Nord et le Sud participeront ensemble à des événements sportifs internationaux, comme les Jeux olympiques de 2020. L'objectif a été fixé d'une co-organisation des Jeux olympiques d'été de 2032, ce qui serait une mesure sans précédent dans les relations inter-coréennes et d'autant plus exceptionnelle que les Jeux olympiques de Séoul, en 1988, avaient été boycottés par la RPDC, qui avait souhaité pouvoir accueillir certaines épreuves.

Enfin, le Président Kim Jong-un a indiqué vouloir se rendre à Séoul dans un avenir proche (soit avant la fin de l'année 2018 d'après le Président Moon Jae-in) : ce serait la première fois qu'un sommet inter-coréen aurait lieu au sud de la zone démilitarisée.



Sources : KCNA, Yonhap.

Déclaration commune du 19 septembre 2018

Le Président Kim Jong-un du Comité des affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée et le Président Moon Jae-in de la République de Corée ont mené, du 18 au 20 septembre 2018, une conférence au sommet Nord-Sud à Pyongyang.

Les deux dirigeants ont apprécié les bons résultats obtenus après l'historique Déclaration de Panmunjom, notamment la tenue d'un dialogue et de négociations étroits, des échanges et la collaboration non gouvernementaux dans divers domaines et la prise de mesures marquantes pour la détente militaire.

Les deux dirigeants ont réaffirmé les principes de l'indépendance nationale et de l'autodétermination nationale, sont convenus de développer avec esprit de suite et de façon durable les rapports Nord-Sud en faveur de la réconciliation et de la collaboration nationales, d'une paix stable et de la prospérité commune et sont tombés d'accord pour s'attacher à réaliser, par leur politique, l'aspiration et les vœux de toute la nation désirant voir le développement des actuels rapports Nord-Sud aboutir à la réunification.

Les deux dirigeants ont conféré avec franchise et en profondeur sur les différents problèmes à résoudre et les mesures pratiques à prendre pour promouvoir les rapports Nord-Sud à un palier supérieur par une application stricte de la Déclaration de Panmunjom et sont convenus que la présente conférence au sommet de Pyongyang aura marqué un tournant important de l'histoire, déclarant comme suit :

1. Le Nord et le Sud sont convenus de faire suivre la mise d'un terme aux rapports hostiles militaires dans les zones d'affrontement, notamment la zone démilitarisée, par l'élimination effective du danger de guerre de toute la péninsule coréenne et une annulation fondamentale des rapports hostiles.

① Le Nord et le Sud sont convenus d'adopter l'« Accord sur l'application de la Déclaration de Panmunjom dans le domaine militaire », conclu à l'occasion de la présente conférence au sommet de Pyongyang, à titre d'annexe de la Déclaration commune de Pyongyang, de le respecter strictement et de l'appliquer sincèrement ainsi que de prendre des mesures pratiques pour la transformation de la péninsule coréenne en une zone de paix permanente.

② Le Nord et le Sud sont convenus de mettre au plus tôt en fonctionnement le Comité militaire conjoint Nord-Sud pour contrôler l'application de l'Accord dans le domaine militaire et maintenir les liens et les consultations permanents pour prévenir les conflits armés accidentels.

2. Le Nord et le Sud sont tombés d'accord pour prendre des mesures effectives pour développer davantage les échanges et la collaboration selon les principes des avantages réciproques, des intérêts communs et de la coprosperité et pour développer de façon équilibrée l'économie nationale.

① Le Nord et le Sud sont convenus d'organiser dans le courant de l'année la cérémonie d'ouverture des travaux de liaison et de modernisation des voies ferrées et des routes des côtes est et ouest.

② Le Nord et le Sud sont convenus de procéder d'abord pour normaliser le fonctionnement de la zone industrielle de Kaesong et le tourisme aux monts Kumgang à mesure que les conditions nécessaires seront réunies et de se consulter sur la création d'une zone économique spéciale commune sur la côte ouest et d'une zone touristique spéciale commune sur la côte est.

③ Le Nord et le Sud sont convenus de promouvoir activement la collaboration environnementale Nord-Sud pour la protection et la restauration de l'écosystème naturel et de s'attacher en priorité à réussir effectivement la collaboration en cours dans le domaine de l'exploitation forestière.

④ Le Nord et le Sud sont convenus de resserrer la collaboration dans le domaine antiépidémique, sanitaire et médical, notamment la prise des mesures d'urgence requises pour prévenir l'entrée et la diffusion de maladies contagieuses.

3. Le Nord et le Sud se sont accordés pour resserrer la collaboration dans le domaine humanitaire en vue de trouver une solution fondamentale au problème des membres de familles et parents dispersés.

① Le Nord et le Sud sont convenus d'ouvrir dans les meilleurs délais le bureau de réception permanent de la zone des monts Kumgang pour les membres de familles et parents dispersés et, à cette fin, d'en remettre au plus tôt en état les installations.

② Le Nord et le Sud sont convenus de se consulter en priorité, par des pourparlers des sociétés de la Croix-Rouge, pour résoudre le problème de l'entrevue et de la correspondance par télévision des membres de familles et parents dispersés.

4. Le Nord et le Sud se sont accordés pour promouvoir activement la collaboration et les échanges dans les divers domaines afin d'exalter le climat de réconciliation et d'union et de manifester sur les plans intérieur et extérieur l'esprit de notre nation.

① Le Nord et le Sud sont convenus de promouvoir davantage les échanges dans les domaines culturel et artistique et, en premier lieu, d'organiser en octobre une tournée de la troupe artistique de Pyongyang à Séoul.

② Le Nord et le Sud sont convenus de prendre part en commun autant que possible à des compétitions internationales, notamment les Jeux olympiques d'été 2020, et de collaborer pour accueillir l'organisation en commun des Jeux olympiques d'été 2032.

③ Le Nord et le Sud sont convenus d'ouvrir des festivités significatives pour célébrer solennellement le 11^e anniversaire de la publication de la Déclaration du 4 Octobre et de célébrer en commun

le 100^e anniversaire du soulèvement populaire du 1^{er} Mars et, à cette fin, de se consulter sur les mesures pratiques à prendre à cet égard.

5. Le Nord et le Sud se sont accordés sur la nécessité de transformer la péninsule coréenne en une zone de paix, sans armes nucléaires ni menace nucléaire, et d'aboutir au plus tôt à des progrès effectifs à cette fin.

① Le Nord a décidé d'abord de détruire à jamais le champ d'essai de moteurs et la rampe de lancement de fusées de la commune de Tongchang en autorisant la visite d'experts des pays intéressés.

② Le Nord a exprimé son intention de continuer à prendre des dispositions supplémentaires, telles que celles concernant la suppression perpétuelle des installations nucléaires de Nyongbyon, si les États-Unis prennent les mesures correspondantes selon l'esprit de la Déclaration conjointe du 12 Juin RPDC-USA.

③ Le Nord et le Sud sont convenus de collaborer étroitement pour la promotion d'une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne.

6. Le Président Kim Jong-un du Comité des affaires d'État a convenu de visiter Séoul dans un proche avenir sur invitation du Président Moon Jae-in.

Kim Jong-un

**Président du Comité des affaires d'État
de la République populaire démocratique
de Corée**

Moon Jae-in

**Président
de la République de Corée**

Une visite au mont Paektu

RICHE EN SYMBOLES POUR LA RÉUNIFICATION DE LA CORÉE



Au troisième jour de sa visite en République populaire démocratique de Corée, ayant conduit à l'adoption de l'ambitieuse déclaration commune du 19 septembre riche de promesses pour la paix et le dialogue dans la péninsule et où il a été le premier président sud-coréen à s'adresser en public aux Nord-Coréens, Moon Jae-in, Président de la République de Corée, gravi le 20 septembre 2018 le mont Paektu, aux côtés de Kim Jong-un, Président de la Commission des Affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée. Cette visite, proposée par le dirigeant nord-coréen, rendait compte du goût du président sud-coréen pour la randonnée en montagne – en 2004, il avait effectué une longue randonnée dans l'Himalaya. Elle a surtout été riche de symboles pour la réunification : le mont Paektu est le point culminant de la péninsule coréenne, haut de 2 744 mètres ; il constitue le lieu mythique de naissance du peuple coréen – et selon les historiens nord-coréens aurait été le site de combats révolutionnaires anti-japonais menés par le Président Kim Il-sung, fondateur de la RPDC, et le Dirigeant Kim Jong-il y est né le 16 février 1942.

En accédant au mont Paektu, le Président Moon Jae-in a formulé le vœu que beaucoup d'autres Sud-Coréens se rendent également, à l'avenir, au point culminant de la péninsule coréenne – et de fait, la déclaration conjointe Nord-Sud du 4 octobre 2007 – restée sur ce point lettre morte – avait prévu la mise en place d'une ligne aérienne depuis Séoul et l'ouverture d'un tourisme inter-coréen au mont Paektu, qui abrite le magnifique lac volcanique Chonji, ou lac du Paradis.

À cet égard, la première dame nord-coréenne Ri Sol-ju a déclaré à ses invités sud-coréens :

« Il existe de nombreuses légendes sur le mont Paektu. Une d'entre elle dit qu'un dragon y vivait et qu'il est monté (au paradis). Une autre raconte que des fées sont descendues du paradis pour y prendre un bain tant l'eau est propre. Maintenant que vous êtes venus ici, une nouvelle légende a été créée. »

Pour sa part, la première dame sud-coréenne Kim Jung-sook était venue avec une bouteille d'eau de l'île de Jeju, à l'extrémité sud de la péninsule : elle en a vidé la moitié dans le lac Chonji et rempli l'autre moitié d'eau du lac, en symbole d'unification nationale.



Principale source : Yonhap.

OÙ EN EST-ON DE LA

mise en œuvre de la déclaration de Singapour

DU 12 JUIN 2018 ?

À partir du 4 août 2018 les représentants de 27 pays se sont réunis à Singapour dans le cadre du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (plus connue sous son acronyme anglais ASEAN), où la question coréenne a été une nouvelle fois abordée. Dans ce contexte, un premier bilan peut être établi de la mise en œuvre des engagements pris, près de deux mois plus tôt, lors du sommet de Singapour entre les présidents Donald Trump (États-Unis d'Amérique) et Kim Jong-un (République populaire démocratique de Corée). Afin de mener une analyse objective, nous sommes partis du texte de la déclaration signée entre les deux hommes d'État, en commençant par le point 4 de ce texte et dans l'ordre inverse jusqu'au point 1, c'est-à-dire en étudiant tout d'abord les engagements les plus précis, les plus concrets et les plus immédiats, et en terminant par les engagements plus globaux et à plus long terme, dont l'atteinte est largement déterminée par la création d'un climat de

confiance que doit permettre d'instaurer la réalisation des objectifs de plus court terme.

« Les États-Unis et la RPDC s'engagent à récupérer les restes de prisonniers de guerre/portés disparus, y compris à rapatrier immédiatement ceux qui ont déjà été identifiés. »

La question du rapatriement des restes de soldats américains morts en Corée est une question extrêmement sensible et un baromètre des relations bilatérales, comme nous l'avions souligné dans notre édition du 22 juin 2018, tout en nous interrogeant sur la portée d'une déclaration ambiguë alors faite par le Président Donald Trump selon laquelle les restes de dépouilles de 200 GIs américains auraient été rapatriés.

Sur ce point, la déclaration de Singapour a toutefois déjà porté ses fruits : une cérémonie a eu lieu le 1^{er} août 2018 sur la base américaine aérienne d'Osan à Pyeongtaek, en République de Corée, pour mar-



quer le rapatriement de 55 lots de dépouilles de soldats américains morts pendant la guerre de Corée, après une restitution par les Nord-Coréens le 27 juillet 2018 - date symbolique marquant le 65^e anniversaire de l'armistice ayant mis fin aux combats de la guerre de Corée.

Un minutieux travail d'identification doit à présent être mené, comme l'a souligné une dépêche de l'agence sud-coréenne Yonhap :

« Après la restitution par l'État communiste vendredi, les restes ont été examinés et catalogués à la base aérienne d'Osan par l'US Defense POW/MIA Accounting Agency (DPAA) jusqu'à mardi. POW signifie Prisoners of War (prisonniers de guerre) et MIA Missing in Action (disparus au combat).

Après la cérémonie de rapatriement, les restes seront transportés vers un laboratoire de la DPAA à la base commune de Pearl Harbor-Hickam à Hawaï, où des historiens et scientifiques travailleront pour leur identification médico-légale, a précisé le commandement.

Au laboratoire de la DPAA, qui compte plus de 30 anthropologues, archéologues et odontologistes légistes, les dépouilles seront examinées pour établir des profils biologiques qui comprendront le sexe, la race et l'âge des défunts. Les scientifiques utilisent diverses techniques, telles que l'analyse des restes du squelette et l'échantillonnage de l'ADN mitochondrial. Ils analysent également les preuves matérielles, y compris les uniformes, les effets personnels et les étiquettes d'identification.

Lorsque le processus d'identification est terminé, les dépouilles seront retournées à leurs plus proches parents pour être enterrées. »

« En réaffirmant la déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018, la RPDC s'engage à œuvrer à la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. »

Après le sommet de Singapour, le Président Donald Trump s'est félicité que la RPD de Corée ait commencé à démanteler un de ses sites de lancement de missiles. Dans le même temps, les autorités nord-coréennes, tout en poursuivant le gel de leurs essais nucléaires et balistiques, n'entendent nullement mettre fin à leurs programmes nucléaires et balistiques tant que les États-Unis n'auront pas pris des engagements concrets (en matière de garanties de sécurité et de relations bilatérales, cf. *infra*) - suivant le principe « mesure contre mesure », appliqué

lors des précédents cycles de négociations sur le nucléaire nord-coréen.

Les négociations entre Washington et Pyongyang sont ainsi sur une crête étroite, comme l'a reconnu le secrétaire d'État Mike Pompeo devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain le 25 juillet 2018, en déclarant tour à tour que les Nord-Coréens « continuent à produire des matières fissiles » c'est-à-dire qu'ils poursuivent leurs programmes d'enrichissement de matières fissiles (uranium et plutonium) pour produire des bombes nucléaires, tout en évoquant des « progrès » dans les discussions bilatérales (à cet égard, le rapatriement des restes de soldats américains en a apporté une illustration deux jours après son audition, cf. *supra*).

Une deuxième révélation, faite cette fois-ci par le *Washington Post*, a indiqué quelques jours plus tard que la RPD de Corée poursuit activement ses programmes balistiques, en construisant de nouveaux missiles intercontinentaux de type Hwasong-15, ces nouvelles se basant sur des sources du renseignement américain :

« Des preuves obtenues récemment, y compris des photos prises par satellites ces dernières semaines, indiquent que le travail est en cours sur au moins un, voire peut-être deux, ICBM (missile intercontinental, NDLR) à carburant liquide dans un grand complexe de recherche à Sanumdong, à proximité de Pyongyang. » (source : *Le Figaro*)

Mais le *Washington Post* a aussitôt pris soin d'indiquer qu'il ne fallait pas y voir le signe d'une rupture par Pyongyang de ses engagements pris à Singapour. Toujours selon le quotidien :

« Ces nouveaux renseignements ne suggèrent pas une augmentation des capacités de la Corée du Nord, mais cela montre que le travail sur des armements avancés se poursuit plusieurs semaines après que le président Trump a déclaré sur Twitter que Pyongyang " n'est plus une menace nucléaire ". » (*ibid.*)

En réalité, la RPD de Corée n'avait pas pris d'engagements sur ses programmes balistiques à Singapour le 12 juin 2018. Le fait que de telles informations sortent dans les médias doit en réalité s'interpréter comme un avertissement lancé par les Américains aux Nord-Coréens sur le mode : « nous ne disons pas que vous ne respectez pas vos engagements, mais nous savons ce que vous faites et cela ne va pas dans le sens d'une dénucléarisation. Nous laissons les médias, qui sont chez nous indépendants, parler à ce sujet... et l'opinion publique

pourrait douter elle aussi de vos intentions. Que pouvons-nous faire contre l'opinion publique ? Il faut que vous nous apportiez des signes tangibles de dénucléarisation, avec un calendrier ». En d'autres termes, cela s'appelle mettre la pression (les Nord-Coréens, courroucés, avaient déjà parlé, quant à eux, de « méthodes de gangster »). En tout état de cause, les Nord-Coréens ne peuvent pas ignorer les signes d'impatience de l'administration Trump, qui a besoin de résultats à faire valoir aux électeurs avant les élections parlementaires de mi-mandat, cet automne.

« Les États-Unis et la RPDC joindront leurs efforts pour construire un régime de paix durable et stable sur la péninsule coréenne. »

Comme l'a souligné une autre dépêche de l'agence officielle sud-coréenne Yonhap, il s'agit d'un objectif partagé des deux États coréens, souligné lors du sommet de Panmunjom du 27 avril 2018 entre les Présidents Kim Jong-un et Moon Jae-in, et réaffirmé par le leader nord-coréen lors de sa rencontre au sommet avec le Président Donald Trump :

« Un mouvement pour concrétiser cette initiative avant la fin de l'année a été promis par Moon et le leader nord-coréen Kim Jong-un lors de leur premier sommet intercoréen qui s'est déroulé le 27 avril. Les dirigeants des Corées divisées se sont revus le 26 mai.

Kim a réaffirmé son engagement à instaurer la paix dans la péninsule coréenne lorsqu'il a rencontré le président américain Donald Trump à Singapour le 12 juin. »

Dans la mesure où la Chine a participé aux combats de la guerre de Corée, elle devrait également être partie prenante à la signature d'un traité de paix - et le sujet a d'ailleurs fait l'objet de discussions bilatérales entre Séoul et Pékin en juillet 2018.

Or des interrogations demeurent sur la volonté américaine de parvenir effectivement à un traité de paix si le Président Donald Trump avait salué avec enthousiasme le sommet intercoréen de Panmunjom du 27 avril 2018 en évoquant la perspective de la paix, ce thème a été depuis occulté dans sa communication. Faut-il y voir des hésitations américaines sur les contours du mécanisme de sécurité collective, multipartite, qui serait le corollaire indispensable à un traité de paix ? En tout état de cause, cette question est intimement liée à deux autres enjeux : la dénucléarisation de la péninsule coréenne et les relations bilatérales entre Washington et Pyongyang.

« Les États-Unis et la RPDC s'engagent à établir de nouvelles relations États-Unis-RPDC en conformité avec le désir des peuples des deux pays pour la paix et la prospérité. »

Chaque mot de la déclaration ayant été pesé, celle-ci n'évoquait pas – pas encore – la normalisation des relations entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée. Toujours est-il que les autorités nord-coréennes avaient immédiatement mis en œuvre cet engagement, en supprimant les signes d'hostilité vis-à-vis de l'impérialisme américain, comme l'avaient souligné plusieurs journalistes occidentaux à Pyongyang – par exemple, Chloé de Saint-Laurent pour *Le Figaro*.

Ce premier point de la déclaration de Singapour doit être mis en relation avec un autre engagement que les États-Unis ont toutefois pris soin de faire figurer dans le préambule de la déclaration et non dans les quatre points de leur déclaration commune, « le président Trump s'est engagé à fournir des garanties de sécurité à la RPDC ». Les autorités nord-coréennes ont manifesté leur mécontentement lors de la dernière visite à Pyongyang du secrétaire d'État Mike Pompeo, qui était son premier déplacement dans le pays depuis le sommet du 12 juin, en l'absence, manifestement, de toute proposition américaine (calendrier, contenu) au titre des « garanties de sécurité » attendues de la part des États-Unis - évoquant des « méthodes de gangster »... et renouant ainsi avec une rhétorique anti-américaine.

Le Président Donald Trump avait toutefois fait un geste immédiatement après le sommet de Singapour, en suspendant les « exercices de guerre » américano-sud-coréens, et avait ainsi pris une mesure essentielle pour l'établissement d'un climat de confiance entre les deux parties.

En ce qui concerne la « prospérité » de (toute) la Corée, celle-ci passe non seulement par une diminution du fardeau des dépenses militaires, mais aussi par une levée – au moins partielle – des sanctions internationales contre la RPD de Corée : la question des sanctions a été délibérément absente de la déclaration de Singapour du 12 juin 2018 (comme celle des programmes balistiques nord-coréens), ce texte marquant seulement une première étape dans le dialogue américano-nord-coréen en évitant d'afficher ouvertement les points de désaccord, à ce stade des échanges. Pour les États-Unis, les sanctions ne seront levées qu'à la fin du processus de dénucléarisation – même si une brèche pourrait être ouverte en utilisant la possibilité qu'offrent les textes

de lancer des coopérations économiques autorisées chacune, à titre d'exception, par la commission des sanctions des Nations unies (ce qu'a aujourd'hui en tête la Corée du Sud pour favoriser les échanges économiques inter-coréens, à présent quasi-inexistants).

En conclusion, et pour reprendre une formule de Mike Pompeo lors d'une audition par le Sénat américain le 25 juillet 2018, il reste bien « un très long chemin à parcourir » jusqu'à la dénucléarisation de la RPDC et (précisons-nous) pour la définition d'un régime de paix permanent en Asie du Nord-Est, la normalisation des relations entre Washington et Pyongyang et la levée des sanctions qui frappent les populations nord-coréennes. Mais comme l'a

précisé une dépêche du *Monde* et de Reuters citant le secrétaire d'État américain lors de cette même audition, le terme de ce processus est, au plus tard, la fin du mandat du Président Donald Trump, c'est-à-dire janvier 2021 :

« Mike Pompeo a admis mercredi qu'il restait " un très long chemin à parcourir " mais a déclaré que le but de Washington était d'obtenir de Pyongyang une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible avant la fin du mandat actuel de Trump, qui prend fin en janvier 2021. " Et si possible, avant " a ajouté le secrétaire d'État. » (*Le Monde*)

Sources : *Le Figaro*, *Le Monde*, Yonhap.

LES DÉPUTÉS MICHEL FANGET (MODEM) ET JEAN-PAUL LECOQ (PCF) PRÉCONISENT

l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Corée du Nord

Alors que les rencontres internationales au sommet autour de la Corée en ce printemps 2018 prônent la dénucléarisation de l'ensemble de la péninsule, l'établissement d'un régime de paix par la mise en place de mécanismes de sécurité collective, la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a préconisé, dans un rapport d'information sur l'arme nucléaire dans le monde (www.assemblee-nationale.fr/15/rap-info/i1155.asp#P751_211367) 60 ans après l'adoption du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), publié après six mois de travaux (auditions, déplacements), que la France cesse de faire cavalier seul dans l'Union européenne en continuant de refuser d'envisager l'établissement de relations diplomatiques complètes avec la République populaire démocratique de Corée. Les recommandations sur ce point des deux auteurs du rapport, le centriste Michel Fanget et le communiste Jean-Paul Lecoq, sont apparues largement partagées au sein de la commission de l'Assemblée, et conformes à une position constante de l'Association d'amitié franco-coréenne pour laquelle cette non-reconnaissance diplomatique constitue un facteur d'affaiblissement de la France sur la scène coréenne.

Dressant l'historique du programme nucléaire nord-coréen et soulignant la nécessité de parvenir à une dénucléarisation de toute la péninsule coréenne, les deux co-auteurs du rapport soulignent l'effacement de la diplomatie française – mais aussi européenne – sur le dossier nucléaire nord-coréen :

« Dans le cas de la Corée du Nord, il faudrait donc que la France se positionne pour défendre la ratification du TICE [Traité d'interdiction complète des essais nucléaires]. Cela impliquerait qu'elle se positionne dans un processus diplomatique dont elle est, pour le moment, largement exclue, de même que tous les pays européens. »

Pour pallier cette carence de la diplomatie française, les deux députés recommandent tout d'abord de renforcer l'expertise de la France, dans le cadre d'un « nécessaire réinvestissement intellectuel et diplomatique de la France sur la question nord-coréenne » en abordant d'autres thématiques que la seule question nucléaire :

« Recommandation n°7 : La France devrait faire en sorte d'accroître son expertise sur la Corée du Nord, de façon à avoir une compréhension plus fine de la situation de ce pays et ne pas l'aborder trop exclusivement sous l'angle de la prolifération nucléaire. »



Les députés Jean-Paul Lecoq et Michel Fanget.

Selon les deux représentants de la nation, ce « réinvestissement », au plan diplomatique, passe par envisager la mise en place d'une ambassade de plein exercice, alors qu'actuellement « la France n'a pas de relations diplomatiques avec la Corée du Nord, mais simplement un « bureau de représentation » au sein de l'ambassade allemande à Pyongyang », tout en rappelant la tradition diplomatique française consistant à reconnaître des États et non des régimes (ce qui implique qu'il n'y a pas de rupture des relations diplomatiques en cas de changement de gouvernement ou de régime dans un pays étranger) :

« Recommandation n°8 : la France devrait envisager le rétablissement de relations diplomatiques avec la Corée du Nord, lequel ne vaudrait pas approbation du régime nord-coréen. »

Bien qu'exprimées en termes mesurés, ces recommandations prennent à contre-pied la très conservatrice diplomatie française, qui consiste d'une part en une présence diplomatique minimale (en termes de moyens humains et financiers) pour un pays de l'importance politique et stratégique de la RPD de Corée, et d'autre part en une volonté de ne pas faire évoluer les grilles d'analyse traditionnelles malgré les changements en cours – la France s'alignant *de facto* sur les positions des « faucons » néo-conservateurs américains (pourtant en perte de vitesse à Washington) et japonais partisans, sinon de la guerre, tout au moins de sanctions maximales qui sont une alternative à un conflit ouvert et tuent de nombreux civils innocents, y compris des femmes et des enfants.

Dès lors, le débat en commission s'est focalisé sur ces deux propositions, néanmoins partagées par des élus de toutes sensibilités politiques.

Parmi les députés qui rejoignent les positions de Michel Fanget et Jean-Paul Lecoq figure le député (LREM) Jacques Maire, partisan d'un « rapprochement » avec la Corée du Nord :

« [...] je pense que si nous sommes irréprochables sur la question iranienne, en termes d'implication et de présence, nous sommes très absents sur le sujet de la Corée du Nord. Plusieurs députés de cette commission, même issus de la majorité, ont exprimé le souhait d'un rapprochement avec cet État. »

La députée LREM Jacqueline Maquet a rappelé que l'objectif des récents sommets internationaux était la dénucléarisation de toute la Corée, et pas seulement de sa moitié Nord – alors que la République de Corée est sous le parapluie nucléaire des États-Unis et que des équipements porteurs d'armes nucléaires peuvent y être stationnés, comme dans la base navale de l'île de Jeju :

« [...] cette année 2018 aura été marquée par deux faits majeurs, tous deux corrélés directement à la politique américaine. D'un côté, une annonce en apparence saine sur la péninsule coréenne – j'insiste sur le terme de « péninsule » car la rencontre entre les deux présidents ne portait pas sur le seul désarmement de la Corée du Nord mais sur le désarmement de la péninsule. »

Beaucoup plus prudente a été en revanche la position du député (également LREM) Joachim Son-Forget qui incite – au diapason du ministère français des Affaires étrangères... – à éviter toute précipitation dans l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la RPD de Corée, en évoquant l'ouverture de « bureaux » de représentation... qui existent déjà (*sic*) et ont même été remplacés, à Paris, par une délégation nord-coréenne en place depuis

plus de trois décennies (!). Le député des Français de l'étranger est en revanche plus audacieux s'agissant du renforcement des effectifs diplomatiques français à Pyongyang ainsi que d'échanges économiques (aujourd'hui proches du néant) :

« S'agissant de nos relations avec la Corée du Nord, je pense que nous devons aller vers le rapprochement et la normalisation, mais très progressivement, en ouvrant par exemple un bureau réciproque. Je plaide pour qu'on élargisse la représentation française à Pyongyang. Mais nous ne devons pas nous précipiter : nous devons progresser de concert sur le rapprochement des peuples et les aspects de vérification, avec l'aide d'organismes multilatéraux. Nous pourrions aussi nouer un partenariat économique. Il est certain que notre désengagement sur cette question est problématique ; nous risquons de rater les développements importants qui se feront dans la péninsule coréenne. »

Le député (LREM) Jean-François Mbaye propose de conditionner l'établissement de relations diplomatiques entre Paris et Pyongyang à la définition par la RPD de Corée d'un calendrier de dénucléarisation : « Je voulais revenir sur la recommandation n°8 concernant le rétablissement des relations diploma-

tiques avec la Corée du Nord. Je trouve que c'est un objectif ambitieux ; mais est-ce que ces relations diplomatiques permettraient d'exiger de la Corée du Nord qu'elle établisse un véritable calendrier pour sa dénucléarisation ? On ne peut pas dialoguer avec elle si elle conçoit l'arme nucléaire non pas comme une arme de paix, mais comme un instrument de négociation, et n'envisage pas sérieusement de s'en séparer. »

La seule voix réellement dissonante a finalement été celle de la députée (LR) Valérie Boyer, qui a adopté une position de principe de défense de « la civilisation » occidentale, dans la veine de la pensée néo-conservatrice :

« Je me joins à mes collègues pour féliciter les co-rapporteurs pour leur travail passionnant. Ce rapport nous permet d'avoir une vision plus claire des dangers pour notre civilisation. Ces dangers sont d'abord celui de la Corée du Nord, avec le président Kim Jong-un qui menace la paix dans le monde, avec ce qu'il semble considérer comme des jouets destinés à attirer l'attention sur lui et à lui permettre de narguer la Corée du Sud, le Japon et l'Occident. »

Affaire Choi Soon-sil, affaire Benalla :

POINTS COMMUNS ET DIFFÉRENCES

L'affaire Alexandre Benalla a pris des proportions inédites dans la France de la Cinquième République – le comportement d'un proche du chef de l'État tendant à dominer la vie politique et à occulter d'autres débats pourtant essentiels, de la révision constitutionnelle à la politique économique et sociale du gouvernement. À l'Association d'amitié franco-coréenne, cette focalisation sur l'entourage d'un chef d'État évoque pour nous une autre affaire – l'affaire Choi Soon-sil, du nom de la confidente de l'ombre de la Présidente Park Geun-hye, dont les révélations ont entraîné la destitution de la présidente sud-coréenne, par ailleurs aujourd'hui en prison. Toutes proportions gardées (il n'y a pas de comportement fautif d'Emmanuel Macron au regard de la loi française, contrairement à Mme Park Geun-hye, et pas davantage de mouvement de masse en France tendant au départ du Président de la République

française), nous avons souhaité établir une comparaison quant aux ressorts et aux déroulés politiques des deux affaires, qui illustrent le poids pris par les médias et le rôle des oppositions politiques et de citoyens non membres d'un mouvement politique dans les régimes parlementaires, à tendance présidentialiste, que sont la République française et la République de Corée.

La question du rôle et de la place des confidents de l'ombre et de la réaction du chef de l'État à la tempête médiatique

Le pouvoir moderne, dans les régimes dits de démocratie parlementaire, prône la transparence de la vie politique. Mais les conseillers de l'ombre et confidents ont toujours existé, et ne sont pas prêts de disparaître, car ils remplissent des fonctions essentielles pour les chefs d'État qui, ne serait-ce que parce que ce sont des êtres humains avec leurs

forces et leurs faiblesses, ont besoin de s'appuyer sur des personnes de confiance, situées en dehors de tout organigramme officiel. Sur ce point, un bémol est cependant à souligner entre Choi Soon-sil et Alexandre Benalla : la première n'avait aucune fonction dans l'appareil d'État, quand le second était un chargé de mission (certes dont les fonctions n'apparaissent pas, comme d'autres, dans les publications de la composition des cabinets ministériels au Journal officiel de la République française), parfaitement identifié et identifiable dans l'entourage d'Emmanuel Macron – même si le grand public ne l'a découvert que tardivement.

Cependant, les opinions publiques ont des réactions de rejet comparables : à la dénonciation de la « gourou » Mme Choi fait écho celle du « barbouze » M. Benalla, l'un et l'autre réduits au statut d'affreux.

Dans ce contexte, la volonté de Mme Park Geun-hye – comme celle d'Emmanuel Macron – d'attendre pour réagir publiquement, de minimiser la portée des révélations des médias et (surtout) de ne pas se désolidariser de leurs (anciens) conseillers, sans présenter d'excuses, autorise toutes les interprétations, réelles ou fantasmées, quant au fait qu'on cacherait quelque chose de bien plus grave à l'opinion publique. Cette défiance à l'encontre du détenteur de l'autorité politique permet dès lors qu'il y ait place pour le déroulement d'un feuilleton médiatique, chaque jour apportant de nouvelles révélations.

Si la nature des relations entre Emmanuel Macron et Alexandre Benalla dépassait la seule sphère publique (comme dans le cas de Park Geun-hye et de Choi Soon-sil), puisqu'on vient d'apprendre qu'Alexandre Benalla possédait les clés de la résidence de Brigitte Macron au Touquet, mais reste encore peu connue, une différence de taille est qu'Emmanuel Macron existe politiquement indépendamment d'Alexandre Benalla, apparu tardivement dans l'entourage du chef de l'État (en 2016) – contrairement à Choi Soon-sil, qui dominait totalement l'ancienne présidente Park depuis les années 1970.

Pouvoir et contre-pouvoirs

La République de Corée, comme la République française, ayant mis en place des systèmes d'équilibre des pouvoirs, le rôle des médias et des oppositions est crucial et sujet à débats dans le développement des deux affaires.

Emmanuel Macron, comme avant lui Park Geun-hye, dénonce une tempête dans un verre d'eau, surmédiatisée et instrumentalisée selon lui par l'opposi-

tion. L'un et l'autre ont également choisi de ne pas affronter directement sur ce point les journalistes réputés proches de l'opposition, nourrissant ainsi des critiques sur leur prétendu autoritarisme (avéré dans le cas de la Présidente Park, objet pour le moins de débats dans le cas d'Emmanuel Macron si l'on considère les discussions que suscite le projet de révision constitutionnelle, mais entaché par l'attitude violente d'Alexandre Benalla). Cependant, quelque autoritaire qu'ait été Mme Park Geun-hye, et bien qu'ayant envisagé le recours à la loi martiale, elle n'a pas fait tirer sur les manifestants et n'a pas engagé l'appareil d'État dans une répression systématique. Dans un régime de démocratie parlementaire où s'exerce l'alternance politique, des freins puissants existent à l'usage immodéré de la force par la puissance publique.

S'agissant des oppositions politiques, celles-ci ont eu une attitude d'abord prudente en Corée du Sud (avant de se mettre au diapason des manifestants et de l'opinion publique), quand en France les parlementaires d'opposition sont au contraire aux avant-postes dans la dénonciation du pouvoir. Cette différence montre d'ailleurs que la tradition parlementaire est plus ancrée dans la vie politique française – en Corée du Sud, le Parlement a finalement eu le dernier mot, en votant la destitution de la Présidente Park, mais seulement après des mois de controverses politiques.

Si des manifestations – liées seulement marginalement aux mouvements politiques traditionnels – sont à relever dans les deux affaires, celles-ci ont eu une ampleur limitée dans le cas de l'affaire Benalla. En Corée du Sud, au contraire, elles ont été un facteur déterminant dans la chute de la Présidente Park Geun-hye.

Les dénouements politiques et juridiques

Dans le cas de l'affaire Choi Soon-sil, la destitution de la Présidente Park Geun-hye n'était pas écrite d'avance, mais a été rendue possible par une conjonction de facteurs qui n'existent pas en France :

- la majorité parlementaire de la Présidente Park Geun-hye était étroite depuis les élections législatives d'avril 2016, ce qui n'est pas le cas pour Emmanuel Macron, qui dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale ;

- les luttes de factions sont intenses en Corée du Sud, si bien qu'une partie des députés conservateurs n'était pas favorable à la Présidente Park et a joint ses voix à celles de l'opposition pour la destituer ;

en France, la République en Marche a été créée par et pour Emmanuel Macron et son groupe parlementaire à l'Assemblée nationale fait bloc autour du chef de l'État ; l'incertitude pourrait venir de députés issus d'autres partis politiques (notamment, PS, LR, UDI, PRG...), dont le destin politique est moins lié à celui du Président de la République française, mais jusqu'à présent et dans la tradition parlementaire française, la pratique des transfuges est exceptionnelle (et plutôt dans le sens de rejoindre les rangs de la majorité, comme en 1988) ; bref, si le droit constitutionnel français autorise théoriquement la destitution du chef de l'État, tous les constitutionnalistes s'accordent pour dire qu'une telle hypothèse n'avait aucune chance de se produire aujourd'hui en France au plus fort des débats autour de l'audition parlementaire d'Alexandre Benalla ;

– non rééligible, la Présidente Park Geun-hye avait été affaiblie par une série de scandales et de mauvaises gestions de crise, notamment le naufrage du ferry *Sewol*, alors que dans le cas de l'affaire Benalla, il s'agit plutôt d'une première crise politique pour le Président Emmanuel Macron.

Enfin, le volet judiciaire de l'affaire Benalla est aujourd'hui très limité, et circonscrit au seul cas de l'ancien conseiller présidentiel : s'il y a bien eu usurpation d'attributs de la fonction publique, l'affaire n'a pas de volet financier, contrairement à l'affaire Park Geun-hye où les détournements de fonds publics ont conduit à des condamnations à des peines de plusieurs dizaines d'années de prison pour Choi Soon-sil et Park Geun-hye.

CILD : ÉLECTION D'AYMERIC MONVILLE À LA PRÉSIDENTE

Les membres du Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD, solidaritecoree.wordpress.com) se sont réunis en assemblée générale à Paris le 17 juillet 2018. Après la disparition de Jean Salem le 14 janvier 2018, auquel le CILD avait rendu hommage le 26 janvier dernier, les membres du Comité ont élu un nouveau président.

À l'unanimité, Aymeric Monville, éditeur, est devenu le nouveau président du CILD. Aymeric Monville a rappelé sa filiation politique et philosophique avec Jean Salem, qui était devenu le premier président du CILD lors de sa fondation en 2015. Aymeric Monville a notamment été parmi ceux qui ont repris l'organisation du séminaire Marxismes au XXI^e siècle, qu'avait créé et animé Jean Salem.

Si le départ du pouvoir de la très autoritaire présidente sud-coréenne Park Geun-hye, grâce à une

mobilisation internationale à laquelle le CILD a pris toute sa part, a créé de nouvelles conditions d'exercice des libertés politiques et syndicales en Corée du Sud, le combat doit se poursuivre : pour la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux, pour l'abrogation de la loi de sécurité nationale, pour la fin effective de la criminalisation des objecteurs de conscience et des insoumis...

À cet égard, Aymeric Monville a été très actif dans la période récente, ayant demandé et obtenu (avec d'autres) la libération de jeunes militantes sud-coréennes arrêtées en marge du sommet à Singapour entre les présidents Donald Trump et Kim Jong-un, le 12 juin 2018.

Le CILD appelle toutes et tous à le rejoindre (solidaritecoree.wordpress.com/nous-rejoindre) dans la lutte pour les droits politiques et sociaux en Corée du Sud

CILD : DISPARITION DE SAMIR AMIN

Le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) est en deuil : l'un de ses vice-présidents, l'économiste franco-égyptien Samir Amin, est décédé à Paris le 12 août 2018, à l'âge de 86 ans. Le CILD présente ses condoléances à sa famille, ses proches et ses camarades.

Il salue l'œuvre considérable laissée par un intellectuel et un militant qui s'était également engagé à de multiples reprises depuis 2011 aux côtés du peuple coréen (de tout le peuple coréen), dans sa lutte pour la réunification de la patrie, contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.



Samir Amin au colloque de Paris sur la Corée de mars 2015.

Homme de convictions et de débats, toujours facile d'accès (comme son confrère universitaire, également marxiste, Jean Salem, président du CILD, qui nous a quittés le 14 janvier 2018), Samir Amin était sans doute l'un des rares économistes engagés en faveur des pays du Tiers Monde à avoir été étudié dans toutes les grandes universités des « trois mondes », capitaliste, socialiste et du Tiers Monde.

Son analyse des rapports économiques de domination sur les pays de la périphérie a fait date, et Samir Amin l'a fort logiquement transposée à la situation de la péninsule coréenne.

Président d'honneur du Forum coréen international abordant les problématiques coréennes sous leurs différentes facettes (politiques, économiques, stratégiques), Samir Amin était intervenu publiquement à Séoul à deux reprises, en novembre 2011 au troisième Forum coréen international et en septembre 2012 au quatrième Forum coréen international.

Il avait participé également à plusieurs conférences internationales sur la Corée à Paris, en juin 2012 puis en mars 2015 – ce dernier colloque ayant été co-organisé par l'Association d'amitié franco-coréenne.

L'AAFC a publié sur son site Internet le compte rendu suivant de son intervention en mars 2015 :

« L'économiste Samir Amin a resitué la question coréenne dans le contexte de l'évolution du système mondial depuis 1945 : il y a soixante ans, la conférence de Bandung, en avril 1955, a marqué l'émergence d'un monde multipolaire après la libération des peuples d'Asie et d'Afrique, en vue de compléter l'indépendance politique par l'indépendance économique. Des projets nouveaux ont été mis en place

dans les différents pays non alignés : dirigés par des bourgeoisies à vocation nationale, ces projets ont été nationaux, mais pas démocratiques, dans le sens où il n'ont pas impliqué de participation active et autonome des classes populaires. Malgré ces limites, ils n'en ont pas moins permis des progrès économiques et sociaux significatifs, avant un reflux au lendemain de la conférence de Cancun, en 1981, qui a vu le retour des puissances impérialistes états-unienne et européennes. Mais les récentes insurrections populaires, comme en Égypte, ont marqué une volonté de reconquérir la souveraineté nationale, tout en amorçant des formes nouvelles de solidarité économique – au sein du groupe de Shanghai, de l'ALBA ou du projet de banque des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). »

Cette sensibilisation de Samir Amin aux questions coréennes l'avait conduit, dès janvier 2015, à dénoncer la dissolution du Parti progressiste unifié en République de Corée, puis plus généralement la répression engagée contre les militants progressistes sud-coréens.

Son engagement avait ainsi amené Samir Amin à être, dès janvier 2015, l'un des membres fondateurs du Comité d'initiative contre la répression politique en Corée du Sud, devenu en avril 2015 le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) – dont il était vice-président.

Profondément émus par la disparition d'un camarade et d'un ami, nous sommes convaincus que son exemple saura inspirer de nouvelles générations de militants, pour continuer à porter haut le flambeau du combat pour les libertés démocratiques en Corée du Sud, dont le CILD est aujourd'hui l'unique expression de la solidarité organisée à l'échelle internationale.

LES DOSSIERS DE L'AAFC

VISITE EN RPD DE CORÉE D'UNE DÉLÉGATION DE L'AAFC DU 4 AU 13 SEPTEMBRE 2018

DE RETOUR DE CORÉE, LA DÉLÉGATION DE L'AAFC TÉMOIGNE DE LA VOLONTÉ PACIFISTE DE PYONGYANG

Du 4 au 13 septembre 2018, une délégation de l'Association d'amitié franco-coréenne a visité la République populaire démocratique de Corée, à l'invitation du Comité coréen pour les relations culturelles avec les pays étrangers, dans le contexte de la célébration du 70^e anniversaire de la fondation de la RPD de Corée, proclamée le 9 septembre 1948. Pour l'organisation de leur visite, les participants remercient tout particulièrement Mme Jong Un-a, secrétaire générale de l'Association d'amitié Corée-France. Alors que ce déplacement prenait place dans un contexte diplomatique nouveau, marqué par l'amorce d'un dialogue direct américano - nord-coréen au plus haut niveau et avant un nouveau sommet inter-coréen à Pyongyang, du 18 au 20 septembre 2018, l'AAFC a interrogé Benoît Quennedey et Patrick Kuentzmann, respectivement président et secrétaire général de l'AAFC, qui faisaient partie de la délégation de l'AAFC.

Association d'amitié franco-coréenne (AAFC) - Les commémorations ont compris notamment une parade civile et militaire, une nouvelle représentation des jeux de gymnastique de masse, et une parade aux flambeaux. Que doit-on retenir de ces cérémonies, sur la forme et sur le fond ?

Benoît Quennedey (BQ) - Les représentations de gymnastique de masse sont devenues l'une des expressions de l'identité de la République populaire démocratique de Corée, en constituant le plus grand spectacle vivant au monde – même s'il a également des équivalents dans d'autres pays, notamment en Asie de l'Est. La longue préparation des spectacles de masse, pendant plusieurs mois, avec la participation de nombreux citoyens de la ville de Pyongyang, est l'expression de la primauté du collectif sur l'individu dans la société fortement empreinte de tradition confucéenne, qui se réclame aujourd'hui du socialisme, qu'est la Corée du Nord. La parade militaire n'est pas, en revanche, propre à la RPD de Corée : la France a aussi son défilé du 14 juillet, le jour de la fête nationale, pour ne citer que notre pays... Cette année, les exercices de voltige des avions militaires avaient gagné en précision et en dextérité, alors qu'il s'agit d'appareils peu adaptés

à ce type de prouesses – comme un signal des capacités de défense aérienne du pays, qui subit des menaces militaires d'abord aériennes. Enfin, la parade aux flambeaux et surtout le spectacle de gymnastique de masse ont encore fait progresser la République populaire démocratique de Corée dans une maîtrise totale de ce type de spectacle à nul autre pareil au monde... Toujours sur la forme, j'observe que les apparitions publiques du Président Kim Jong-un auxquelles nous avons assisté ont été moins nombreuses qu'en 2012 (seulement deux : lors de la parade civile et militaire et pour l'inauguration du spectacle de gymnastique de masse), et que cette année il ne s'est pas exprimé publiquement. Il ne s'agit pas à mon sens d'un retrait, mais de la volonté de rappeler que l'exercice du pouvoir en RPD de Corée repose sur un collectif. Je laisse toutefois le soin à Patrick Kuentzmann, « vétéran » de l'AAFC quant au nombre de visites effectuées depuis 2005 (personnellement, je me rendais à Pyongyang pour la huitième fois depuis 2005), de détailler les évolutions sur le fond de ces manifestations officielles, qui ont dominé la couverture médiatique des cérémonies en dehors de la Corée – notamment de la part des différents médias français présents (TF1, France Télévisions, *Le Monde*, Europe 1...).

Patrick Kuentzmann (PK) - C'était ma dixième visite (depuis 2005) en République populaire démocratique de Corée. Les manifestations officielles étaient, comme d'habitude en RPD de Corée, parfaitement organisées. En revanche, le message transmis à l'occasion de ces manifestations était nouveau, et peut même être considéré comme un message de paix adressé au monde, et aux États-Unis en particulier. D'abord, la parade militaire du 9 septembre ne présentait aucun missile, de courte, moyenne ou longue portée, et faisait la part belle aux armements défensifs, surtout anti-aériens. Le message était donc clair : la RPD de Corée, si elle reste bien décidée à se défendre, veut avancer dans ses négociations avec les États-Unis sur ses programmes nucléaire et balistique. Le défilé civil qui a immédiatement suivi le défilé militaire était particulièrement imposant, mettant l'accent sur le développement économique, avec la participation de tous les corps sociaux et professionnels du pays : femmes, étudiants, infirmiers, sportifs, scientifiques, etc. Là encore, aucune allusion au nucléaire, fût-il civil, ou même à la conquête spatiale, alors que



Spectacle de gymnastique de masse « Le Glorieux pays » (photos : KCNA).

la RPD de Corée se montrait jusque-là très fière des progrès accomplis dans ce domaine. Mais la présentation d'une fusée spatiale aurait pu être mal interprétée, et les Coréens ont donc préféré s'abstenir. On peut voir dans cette prudence un signe supplémentaire de la bonne volonté des Coréens dans leurs négociations en cours avec les États-Unis, et espérer que ces derniers fassent preuve d'autant de sagesse. Il n'y a eu aucune allusion non plus aux programmes nucléaire et spatial dans le spectacle de gymnastique de masse, intitulé « Le Glorieux pays », où les différents tableaux ont mis l'accent sur le développement économique, mais aussi sur la coopération internationale et sur le dialogue intercoréen. Un des tableaux présentait même le film de la rencontre du 27 avril 2018 entre le dirigeant Kim Jong-un et le président sud-coréen Moon Jae-in, déclenchant les applaudissements du public présent dans le stade du Premier-Mai. Quelque chose de proprement inédit, inenvisageable il y a encore quelques mois. Le ressenti face à tous ces éléments est que l'évolution positive des relations entre la Corée du Nord et les États-Unis, d'une part, entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, d'autre part, est quelque chose de profond pouvant aboutir à un apaisement durable dans cette région du monde.

AAFC - La délégation de l'AAFC a aussi participé à des rencontres internationales avec les associations d'amitié avec la Corée. Quel message a plus particulièrement délivré l'AAFC lors de ces manifestations ?

PK - Les manifestations à l'occasion des grands anniversaires de la RPD de Corée sont aussi l'occasion de réunir les associations d'amitié avec la Corée venues du monde entier. Cette année, une réunion était plus particulièrement consacrée aux échanges d'expérience des différentes associations. Dans son exposé, le président de l'Association d'amitié franco-coréenne a fait part des actions récentes de l'association dans divers domaines (voir exposé ci-dessous). Le message principal qu'on peut en retenir est que l'amitié avec la RPD de Corée, et la Corée en général, passe par un soutien au dialogue inter-coréen, impliquant lui-même de soutenir le mouvement pro-réunification, au Nord comme au Sud, en étant, entre autres, solidaire avec les militants réprimés au nom de l'anachronique (plus que jamais) loi sud-coréenne dite de sécurité nationale. Envisager la question coréenne dans sa globalité est une ligne constante de l'Association d'amitié franco-coréenne.

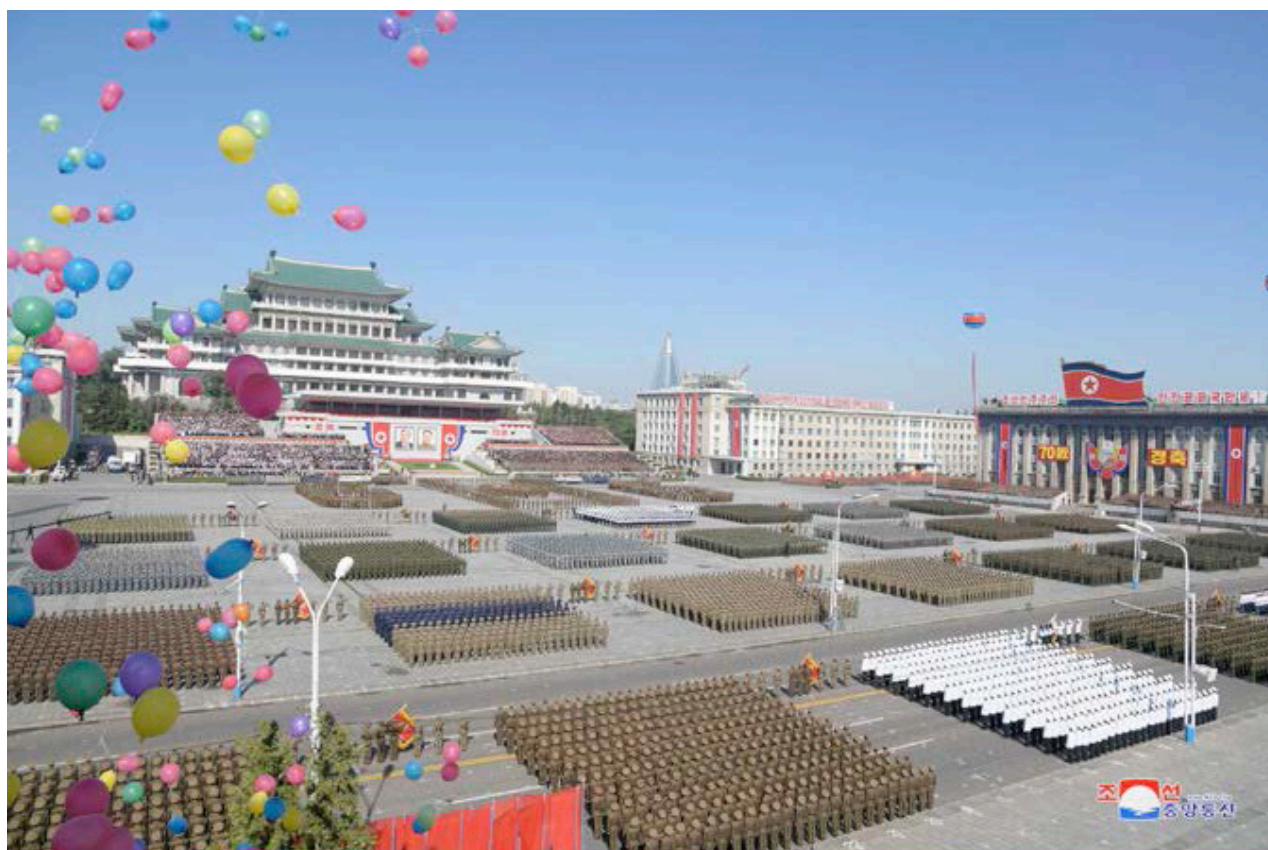
BQ - Soutenir par des déclarations la paix et la réunification en Corée est nécessaire, mais pas suffisant : la particularité de l'AAFC, du moins parmi les associations d'amitié basées en Europe, est d'être structurée dans les régions françaises, de prendre toute

notre place dans des manifestations qui ont rassemblé à Paris jusqu'à 800 personnes (pour obtenir le départ de la présidente conservatrice sud-coréenne Park Geun-hye), et de ne jamais négliger l'importance de promouvoir la connaissance de la langue et de la culture coréennes – y compris dans les coopérations que nous avons initiées, en particulier dans le domaine universitaire (architecture, mathématiques fondamentales...). Nous avons aussi participé à la mise en place, à Paris, du Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD), pour lutter contre la répression politique et favoriser la pleine démocratisation de la République de Corée. Outre la présentation des activités de l'AAFC que j'ai été amené à faire à Pyongyang, je relève que, lors d'une marche pour la paix, la banderole de l'AAFC était la première du cortège après celle du cortège de tête (celle-ci ne mentionnant aucune association en particulier). J'y vois le signe d'une reconnaissance, par nos homologues coréens, du rôle joué par l'Association d'amitié franco-coréenne dans le mouvement de solidarité internationale.

AAFC - La délégation de l'AAFC a eu un entretien avec M. So Ho-won, président de l'Association d'amitié Corée-France et vice-président du Comité coréen de solidarité avec les peuples du monde. Quels sujets ont été abordés lors de cette rencontre ?

PK - Le président de l'Association d'amitié Corée-France a exprimé à nouveau ses remerciements pour tout ce qu'a fait l'Association d'amitié franco-coréenne depuis près de 50 ans. Il est notamment revenu sur la conférence organisée à Paris en juin 2017, un événement qui a apparemment marqué nos amis coréens. À cet égard, il est significatif que le Comité des relations culturelles avec les pays étrangers, qui chapeaute toutes les associations d'amitié entre la RPD de Corée et les autres pays, ait prévu une réunion consacrée aux échanges d'expérience entre associations d'amitié, puisque l'échange d'expérience était précisément un des points figurant dans la déclaration finale de la conférence de Paris. Et puisque l'Association d'amitié fêtera son cinquantième anniversaire en octobre 2019, nous avons convenu de la venue en France d'une délégation de notre association homologue coréenne pour participer à la célébration de ce cinquantenaire.

BQ - Lors de la rencontre avec M. So Ho-won, j'ai aussi souligné la diversité professionnelle et d'origine géographique des membres qui composaient la délégation de l'AAFC présente lors des cérémonies, ainsi que les visites régulières en RPD de Corée d'autres membres de l'AAFC : dans le cadre d'un accueil universitaire de plusieurs mois ce printemps, au sein d'une délégation spécialisée dans le tennis de table en juillet 2018 et, quelques jours après le retour en France de la délégation, à l'occasion du Festival



Parade militaire et civile du 9 septembre 2018 à Pyongyang (photos : KCNA).

international du film de Pyongyang (PIFF). Chacune de ces participations est l'occasion de promouvoir concrètement les coopérations franco-coréennes. L'occasion a aussi été donnée de parler des activités futures de l'AAFC, dont effectivement l'accueil d'une délégation du Comité coréen des relations culturelles avec les pays étrangers en France (idéalement, à Paris et dans l'un des comités régionaux de l'AAFC) dans un peu plus d'un an, et qui pourra aussi être l'occasion d'une nouvelle conférence internationale sur la Corée, après celle de juin 2017 que nous avons organisée à Paris

AAFC - Le programme de visites de la délégation comportait aussi, à sa demande, des rencontres plus spécifiques – avec l'Université d'architecture et des matériaux de construction de Pyongyang (PUA), le ministère de la Sécurité de la construction et l'usine de panneaux solaires de Pyongyang. Comment l'AAFC a-t-elle pu, dans ces différents domaines, faire progresser la coopération franco-coréenne ? On retient aussi que la défense de l'environnement et la sécurité des travailleurs ne sont pas seulement des slogans

BQ - Des rencontres avec la PUA ont lieu à l'occasion de chacune des visites de délégations de l'AAFC en RPD de Corée depuis avril 2012 : outre des donations de matériel scientifique, cette année encore au nom du comité régional Bourgogne-Franche-Comté de l'AAFC (tandis que des demandes ont été à nouveau formulées par nos interlocuteurs dans d'autres domaines, comme l'architecture paysagère), il s'agit de connaître les attentes des Coréens pour les mettre en contact avec des homologues français. Une délégation européenne pluridisciplinaire de spécialistes de la Corée, composée notamment d'architectes et d'urbanistes, s'est ainsi rendue en RPD de Corée à l'automne 2013, et cette coopération se poursuit depuis cette date (accueil d'universitaires nord-coréens en France et français en Corée du Nord).

Un des membres de la délégation étant chef d'entreprise dans le secteur du BTP, nous avons souhaité savoir quelle était la politique nord-coréenne en matière de sécurité des travailleurs : nous avons ainsi pu avoir une discussion ouverte sur les causes et les conséquences du dramatique effondrement d'un immeuble dans le quartier de Pyongchon, à Pyongyang, en 2014 : était en cause la mauvaise qualité de matériaux de construction (en l'occurrence, du ciment), d'origine chinoise et qui n'avait pas été vérifiée par les organismes compétents du ministère... Le fait que la sécurité de la construction soit désormais un ministère à part entière depuis 1996 atteste d'une préoccupation réelle, même si nos interlocuteurs sont conscients des progrès qui restent à accomplir : ils ont été désireux de disposer des normes françaises en la matière. Enfin, les préoccupations

environnementales sont apparues très présentes : l'objectif est de parvenir à une autosuffisance en énergie des bâtiments à hauteur de 50 %.

La défense de l'environnement a été encore plus marquée lors de la visite de l'usine de panneaux solaires de Mokran Kwangmyong, à Pyongyang, que nous avons spécifiquement demandée : aujourd'hui, environ 50 % des panneaux solaires du pays proviennent d'une production propre, à l'usine de Pyongyang, créée en 2011 et toujours en cours d'agrandissement, ainsi que dans trois autres usines (situées, pour l'une d'entre elles, à Nampo, et pour deux autres dans la province du Hwanghae du Sud). Il n'y a rien d'exceptionnel qu'un pays sous embargo (y compris énergétique) développe ses propres capacités d'énergie ; ce qui est plus original est que l'essor des énergies renouvelables constitue une priorité pour le développement du pays, affirmée au plus haut niveau de l'État, et qui repose tant sur des capacités d'innovation que sur l'accumulation primitive de capitaux permettant une diversification des activités (l'usine de Mokran Kwangmyong était initialement spécialisée dans la production de DVD, où elle se positionne d'ailleurs en leader sur le marché nord-coréen, tout en développant par ailleurs une recherche dans le secteur de l'éolien).

AAFC - La délégation française a aussi fait une donation à la Foire internationale du livre scientifique et technique...

PK - À l'occasion de la Foire internationale du livre scientifique et technique, qui avait lieu au complexe des sciences et techniques de Pyongyang, l'Association d'amitié franco-coréenne a donné des livres, sous format papier et électronique, exposés sur le stand des associations d'amitié. Des éditeurs étrangers, surtout russes et chinois (Chine continentale et Taïwan), étaient aussi présents. Il faut noter que trois gouvernements étrangers disposaient de leur propre stand pour y exposer des livres sur leur pays : le Nigéria, le Laos et la Roumanie. La Roumanie était donc la digne représentante de la culture latine, la France, qui a ouvert en 2011 un bureau dévolu aux affaires humanitaires et culturelles à Pyongyang, n'ayant pas jugé utile d'exposer à la Foire du livre. Cet investissement (minime) n'aurait pourtant pas été de trop, alors que l'apprentissage du français est en perte de vitesse et que des perspectives nouvelles se dessinent dans cette partie du monde. À moins que les autorités françaises considèrent que la culture française est un produit de luxe entrant dans le champ des sanctions internationales décrétées par la « communauté internationale » à l'encontre de la Corée du Nord.

AAFC - Le programme du déplacement comporte aussi des visites permettant de disposer d'un aperçu sur la vie



Délégation de l'AAFC participant à la marche internationale pour la paix, la prospérité et la réunification de la Corée le 11 septembre 2018 à Pyongyang (photo : AAFC).



M. So Ho-won, président de l'Association d'amitié Corée-France, et Mme Jong Un-a, secrétaire générale de l'Association d'amitié Corée France, le 5 septembre 2018 à Pyongyang (photo : AAFC).

économique et sociale : école normale de Pyongyang, institut d'ophtalmologie, usine textile Kim Jong-suk... Où en est la Corée du Nord ?

BQ - L'école normale de Pyongyang que nous avons visitée a mis l'accent sur le développement de techniques modernes d'apprentissage, tant en ce qui concerne les moyens matériels (avec un recours à l'imagerie 3D) que les méthodes (les futurs enseignants étant placés en position interactive avec les élèves, alors que l'enseignement en Corée est traditionnellement très vertical, les élèves recevant les connaissances des enseignants).

Ce qu'il faut retenir de ces visites est que le pays, en dépit des sanctions (à moins que la production intérieure et l'innovation ne soient stimulées par les sanctions ?), continue son processus de modernisation : c'est patent dans le cas de l'usine de textile Kim Jong-suk, si l'on compare avec la visite qu'y avait effectuée une autre délégation de l'AAFC une dizaine d'années plus tôt (diversification de la production, automatisation accrue, même si le travail s'effectue toujours en deux équipes de huit heures, traduisant le manque continu d'énergie pour un fonctionnement des usines à plein rendement), ainsi que dans la mise en place de nouvelles infrastructures collectives, en particulier dans le secteur prioritaire de la santé (avec la visite, pour la première fois cette année, de l'institut d'ophtalmologie). À cet égard, nous avons obtenu la confirmation que la médecine moderne (dite occidentale) est combinée avec la médecine traditionnelle, si décriée en Occident où le poids du lobby pharmaceutique a contribué au discrédit des médecines dites alternatives.

AAFC - Vous avez aussi eu l'occasion sur place de rencontrer la délégation française conduite par Yann Moix et dont faisait partie Gérard Depardieu...

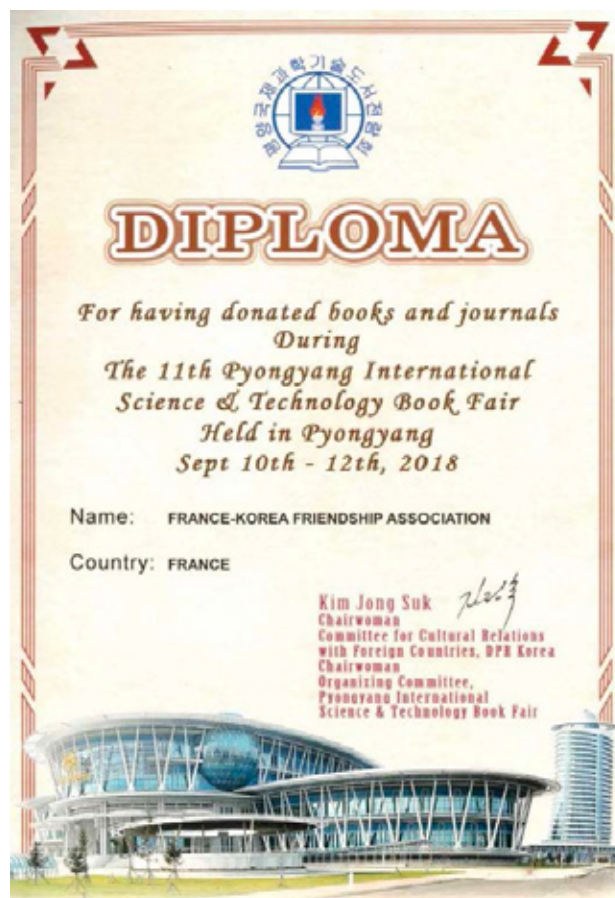
BQ - La première fois que j'ai pu apercevoir la délégation dont faisait partie Gérard Depardieu, une nuée de journalistes et de curieux s'est précipitée sur lui. D'une voix de stentor il a écarté tout ce petit monde – il m'expliquera ensuite qu'un coup de gueule permet d'éloigner les importuns. Je ne parle pas des autres invités – il est d'un abord extrêmement facile et chaleureux, extrêmement curieux de connaître et de comprendre d'autres cultures – mais d'une certaine presse, qui le dézingue systématiquement, et à qui il rend bien le mépris qu'elle lui oppose.

PK - Toutes les délégations étrangères étant logées dans le même hôtel, le Yanggakdo, nous avons effectivement eu l'occasion de rencontrer la délégation conduite par Yann Moix, avec Gérard Depardieu. Prendre son petit-déjeuner, le plus naturellement du monde, avec un des plus grands acteurs français est un moment privilégié

et une expérience originale qui ne peut advenir qu'en Corée. Un moment marquant de plus au milieu de toutes les festivités auxquelles nous avons pu assister ! Yann Moix prévoit de réaliser un film sur Depardieu en Corée du Nord – à moins qu'il s'agisse d'un film sur la Corée du Nord visitée par Depardieu –, l'un et l'autre fêtant cette année leur soixante-dixième anniversaire.

AAFC - Enfin, nous avons cru comprendre que le transit par Pékin n'a pas été exempt de complications. Pouvez-vous nous en dire un mot ?

PK - Il faut ici entrer dans les subtilités du règlement chinois sur l'immigration. Les ressortissants de certains pays, dont la France, peuvent séjourner sans visa à Pékin, à condition d'arriver à l'aéroport international de Pékin et de repartir de ce même aéroport dans les 144 heures vers un pays tiers. On ne peut donc pas bénéficier de cette mesure si on fait la moindre escale en Chine avant d'arriver à Pékin, et il faut alors un visa en bonne et due forme. En 2015, pour avoir mal compris ce point du règlement, certains membres de l'AAFC, qui avaient fait une escale de seulement quelques heures à Kunming pendant leur trajet vers Pékin d'où ils devaient repartir au bout de 48 heures pour Pyongyang, se sont retrouvés, en toute bonne foi, sans titre de séjour valable



Certificat de don de livres par l'AAFC à la Foire internationale du livre scientifique et technique de Pyongyang.

et ont dû payer une amende au moment de leur départ vers la Corée. On aurait pu en rester là et, d'ailleurs, ces mêmes personnes n'ont eu aucun problème en 2017 pendant leur transit par Pékin. Mais cette année, le service chinois de l'immigration s'est souvenu de l'incident de 2015, et les personnes concernées se sont vu interdire l'entrée en Chine à l'aéroport de Pékin. Elles ont donc été accompagnées jusqu'à l'embarquement du vol pour Pyongyang, mais sans leurs bagages déjà débarqués en Chine. Les bagages ont été livrés plusieurs jours après à Pyongyang, non sans l'intervention –

insistante – de la compagnie nord-coréenne Air Koryo auprès des autorités chinoises. Les membres d'autres délégations étrangères venus en Corée en passant par Pékin ont subi le même sort. À quelque chose malheur est bon puisque cette mésaventure a permis de mesurer le dévouement de nos amis coréens, cherchant à régler au plus vite cette affaire. Elle a aussi été l'occasion d'une séance mémorable de shopping à Pyongyang, au milieu de Coréens amusés, pour reconstituer une partie du contenu des bagages « perdus ». Enfin, elle a permis de tester l'efficacité du service consulaire



Rencontre des membres de la délégation de l'AAFC avec les professeurs de l'Université d'architecture et des matériaux de construction de Pyongyang le 5 septembre 2018 (photo : AAFC).



Inauguration de la Foire internationale du livre scientifique et technique au Complexe des sciences et techniques de Pyongyang le 10 septembre 2018 (photos : AAFC).

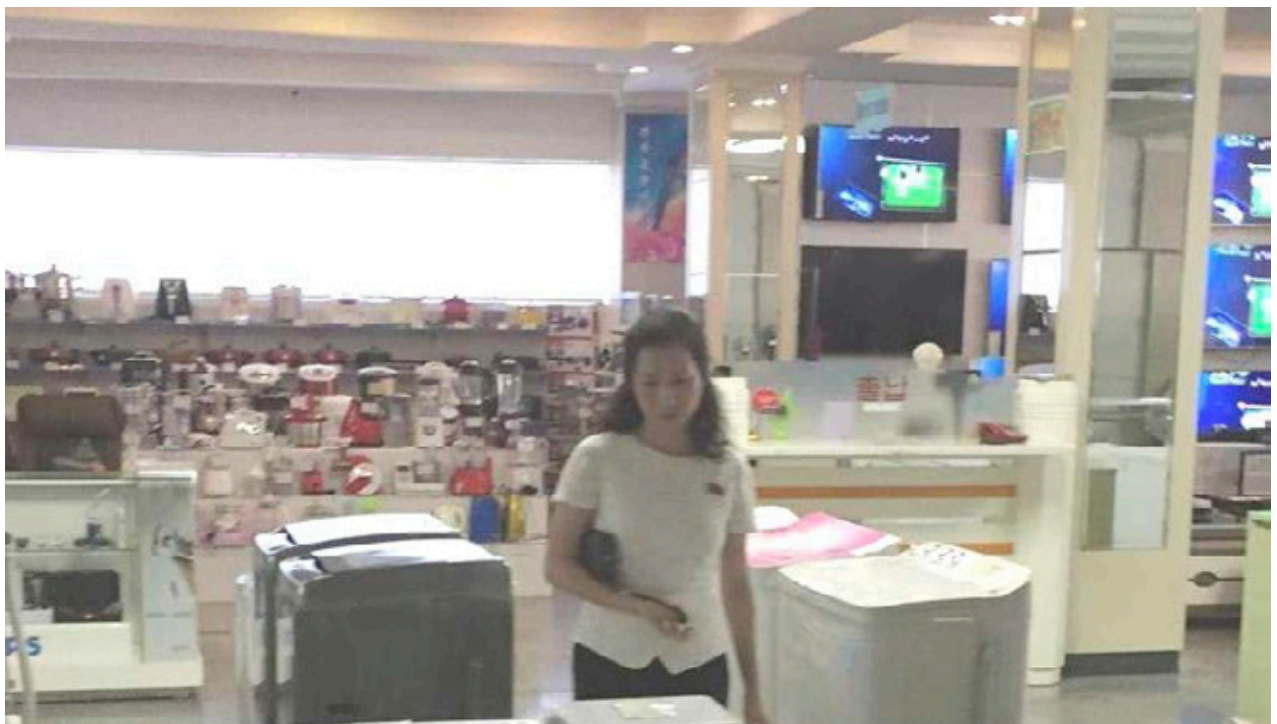
LES DOSSIERS DE L'AAFC

de l'ambassade de République populaire de Chine à Pyongyang, puisque, même pour un transit de quelques heures à Pékin, il a fallu y effectuer les démarches pour demander un visa chinois afin d'éviter de connaître le même genre d'ennui au retour.

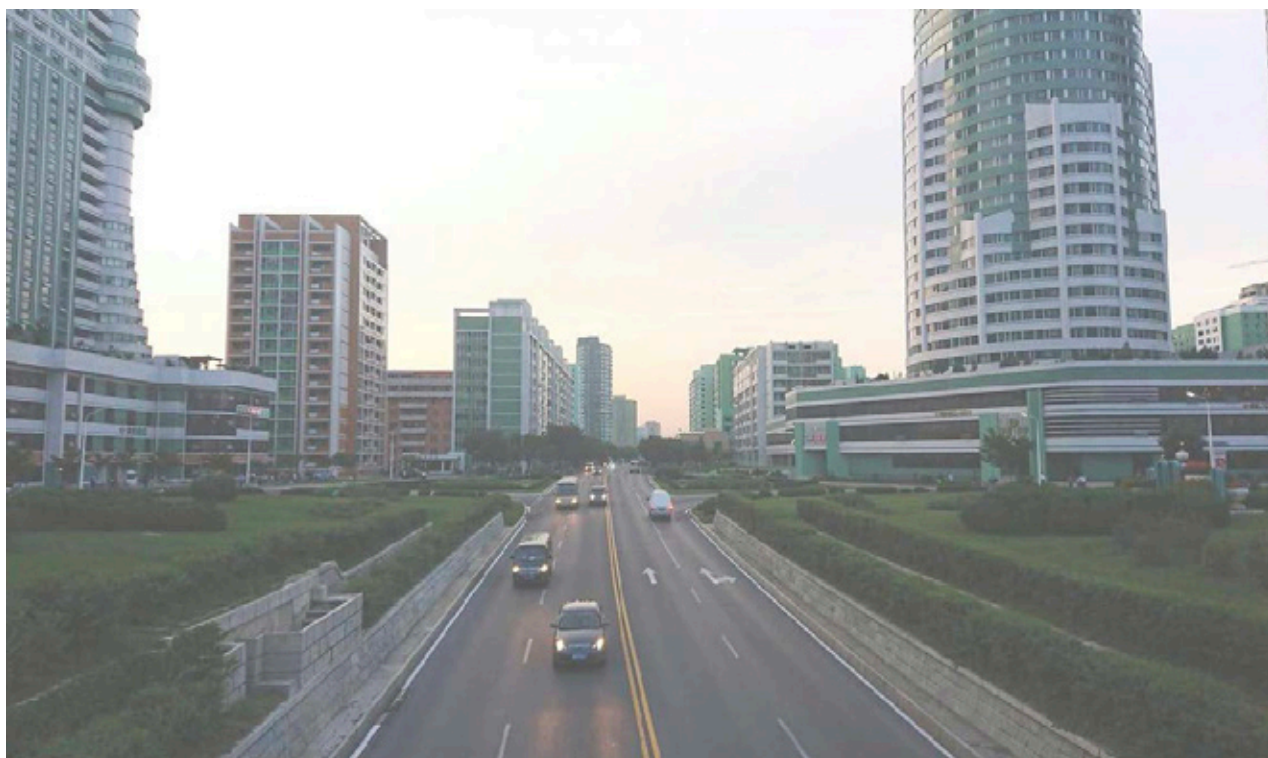
AAFC - Merci Patrick Kuentzmann et Benoît Quennedey.



Usine textile Kim Jong-suk de Pyongyang le 7 septembre 2018 (photo : AAFC).



Supermarché Potonggang de Pyongyang le 7 septembre 2018 (photo : AAFC).



Quartier Ryomyong de Pyongyang (rénové en 2017), le 12 septembre 2018 (photo : AAFC).

PROGRAMME DE LA DÉLÉGATION DE L'ASSOCIATION D'AMITIÉ FRANCO-CORÉENNE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE DU 4 AU 13 SEPTEMBRE 2018

Mardi 4 septembre 2018

Arrivée en Corée

Mercredi 5 septembre 2018

10h : rencontre avec M. So Ho-won, président de l'Association d'amitié Corée-France
11h : rencontre avec le ministère de la Sécurité de la construction
14h30 : visite du Musée de la victoire dans la guerre de libération de la patrie
16h30 : visite du métro
18h30 : rencontre avec les professeurs de l'Université d'architecture et des matériaux de construction de Pyongyang

Jeudi 6 septembre 2018

8h : départ pour Kaesong
10h30 : visite de Panmunjom, dans la zone démilitarisée
12h30 : déjeuner traditionnel coréen
14h : visite du Musée de Koryo
16h : retour à Pyongyang

Vendredi 7 septembre 2018

9h30 : visite du Musée de la révolution coréenne
11h : visite de l'usine textile Kim Jong-suk

14h30 : visite du quartier sportif de la rue Chongchun

16h : visite du centre de tir Meari

17h30 : visite du supermarché Potonggang

Samedi 8 septembre 2018

8h : grand monument de Mansudae
9h : réunion internationale des participants aux cérémonies du 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée
11h : visite de Mangyongdae, maison natale du Président Kim Il-sung
15h : visite du Musée national des cadeaux
18h30 : banquet pour les participants aux cérémonies du 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée
20h : concert

Dimanche 9 septembre 2018

9h : défilé militaire et parade civile
20h : spectacle de gymnastique de masse

Lundi 10 septembre 2018

Deux programmes alternatifs le matin pour les membres de la délégation de l'AAFC
10h : Cérémonie d'ouverture de la Foire internationale des livres scientifiques et techniques

LES DOSSIERS DE L'AAFC

ou 9h30 : tour aux idées du Juche
10h30 : arc de triomphe
11h : exposition artistique Wolhyang
14h30 : centre informatique de musique Hana
15h40 : exposition de timbres
20h : défilé aux flambeaux

Mardi 11 septembre 2018

10h : marche internationale pour la paix, la prospérité et la réunification de la Corée
14h30 : école normale de Pyongyang
16h : réunion des associations d'amitié avec la Corée

18h30 : banquet pour les donateurs à la Foire internationale des livres scientifiques et techniques

Mercredi 12 septembre 2018

9h30 : usine de panneaux solaires de la compagnie Mokran Kwangmyong
15h : hôpital ophtalmologique de Ryukong
16h : exposition de produits artisanaux
19h : visite de la rue Ryomyong et dîner en ville

Jeudi 13 septembre 2018

Départ pour Pékin

INTERVENTION DE BENOÎT QUENNEDEY, PRÉSIDENT DE L'AAFC, LORS D'UN ÉCHANGE-DISCUSSION ENTRE ASSOCIATIONS D'AMITIÉ SUR LEURS ACTIVITÉS (HÔTEL YANGGAKDO, PYONGYANG, 11 SEPTEMBRE 2018)

Au nom de l'Association d'amitié franco-coréenne, permettez-moi tout d'abord de remercier le Comité coréen pour les relations culturelles avec les pays étrangers pour accueillir notre délégation, et de féliciter le Maréchal Kim Jong-un pour le 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée.

Mon propos répondra à une question simple : quel peut être le rôle d'une association d'amitié ? Les exemples que je développerai sont fondés sur l'expérience de l'Association d'amitié franco-coréenne, créée en 1969, mais je tiens également à saluer la diversité et la richesse des actions conduites par les associations d'amitié de par le monde, ici représentées : nous en avons d'ailleurs rendu compte lors d'une conférence internationale pour la paix et la réunification en Corée, organisée par l'AAFC et qui s'était tenue à Paris les 23 et 24 juin 2017, à une date qui coïncidait avec le 40^e anniversaire de la fondation du Comité international de liaison pour la paix et la réunification en Corée (CILRECO) en 1977. Guy Dupré, président d'honneur de l'AAFC et secrétaire général du CILRECO, s'est engagé inlassablement depuis plus de quarante ans dans les actions de solidarité internationale avec la Corée, en France et dans le monde : que son dévouement exemplaire soit ici salué à sa juste mesure !

Dès sa fondation, l'AAFC s'est ainsi attachée à faire connaître la réalité de la situation dans la péninsule coréenne en réunissant des personnalités issues d'horizons politiques très divers : communistes, socialistes, gaullistes, chrétiens, radicaux... Nous avons compté dans nos rangs des ambassadeurs de France, comme André Lewin, d'anciens ministres, tels que le gaulliste Louis Terrenoire qui a présidé l'AAFC, et d'anciens parlementaires, comme André Aubry, aujourd'hui président d'honneur de l'AAFC,

et Bernard Hugo, vice-président. Aujourd'hui encore, l'AAFC peut s'enorgueillir de compter parmi ses membres des élus en fonctions, des universitaires, des chefs d'entreprise, des étudiants... il s'agit de représenter la société française dans toute sa diversité, pour en sensibiliser les différentes composantes. En 2017 et 2018, nous avons ainsi pu nous exprimer dans de nombreux médias français ou étrangers en France : des chaînes d'information continue françaises et étrangères, des quotidiens nationaux, ou encore des journaux de sensibilité souverainiste. Nous avons ainsi contribué, à notre mesure, à l'inflexion de la position des médias français sur la question coréenne.

Au regard de la profonde méconnaissance en Occident des idées du Juche et de la politique de Songun, l'AAFC a créé en son sein un Comité d'étude des sciences politiques et sociales de la Corée et nos adhérents sont à l'origine de plusieurs articles sur ces questions dans les meilleures revues françaises de sciences politiques.

Au-delà des actions de communication, qui passent par la publication régulière d'articles sur nos différents sites Internet, la publication d'ouvrages et la parution depuis 1972 d'un bulletin trimestriel, nous soulignons aussi la nécessité d'être solidaires du peuple coréen en menant des actions concrètes qui conduisent à une élévation réelle du niveau de vie du peuple coréen, notamment :

- dans le domaine universitaire, nous avons initié des coopérations dans les secteurs de l'architecture ou encore des mathématiques, en contribuant à la venue en Corée d'universitaires français et étrangers ; des sujets plus pointus sont également dans notre champ d'actions, comme la défense de la francophonie et la promotion de l'Espéranto, tout en

faisant des donations régulières à la Foire du livre scientifique et technique ;

- au plan culturel, nous avons notamment accueilli en France en février 2015, en collaboration avec l'ONG britannique DULA, une délégation de membres de la Fédération coréenne des personnes handicapées ;

- la solidarité s'exerce par le recueil de dons et le soutien aux populations frappées par les catastrophes naturelles (inondations, sécheresses), en liaison étroite avec des ONG françaises et étrangères implantées en Corée ; nous faisons ainsi nôtre le proverbe coréen selon lequel il vaut mieux apprendre à quelqu'un à pêcher que lui donner du poisson ; c'est pourquoi, en liaison avec des agriculteurs membres de l'association, nous avons fait parvenir des semences diverses en Corée, qui ont permis des expérimentations par les scientifiques coréens pour améliorer les rendements et diversifier la production ;

- s'agissant des échanges économiques, malgré l'embargo et les sanctions, des chefs d'entreprise français sont présents en Corée ou cherchent à s'y implanter ; il est actuellement envisagé de mettre en place un comité économique au sein de l'AAFC pour coordonner les échanges d'expériences et créer une plateforme d'informations.

Mettant ainsi en relation les responsables coréens avec des personnalités françaises, l'AAFC est structurée en dehors de Paris en comités régionaux.

Enfin, nous avons initié ou participé à des manifestations pour la paix en Corée, pour refuser la révision de la Constitution japonaise dans un sens militariste, contre les manœuvres militaires américaines, pour la libération des prisonniers politiques sud-coréens, pour défendre les victimes du naufrage du ferry *Sewol* ou encore obtenir le départ du pouvoir de la présidente sud-coréenne Park Geun-hye. Pour ce faire, nous avons pratiqué l'unité, en particulier avec les différentes composantes des progressistes sud-coréens en France, tout en soutenant les Sud-Coréens de France victimes de la répression du régime Park, au sein notamment d'un Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud, fondé à Paris en avril 2017. Des militants de l'AAFC se sont aussi engagés personnellement auprès de Sud-Coréens de France qui ont obtenu le statut de réfugié politique.

Le nouveau contexte international est pour nous riche de promesses, marqué par des progrès diplomatiques sans précédent incarnés par la déclaration de Panmunjom, le 27 avril 2018, entre les Présidents Kim Jong-un et Moon Jae-in. Mais de nombreux combats restent à mener : levée des sanctions ; mise en place d'un régime de paix permanent autour de la péninsule coréenne ; abrogation de la loi de sécurité nationale en Corée du Sud... Nous savons que nous ne serons qu'une des composantes de ces nouveaux combats, mais nous nous y engagerons résolument, en nous plaçant à l'avant-garde de la solidarité avec le peuple coréen – comme nous nous sommes efforcés de l'être depuis près de cinquante ans.

Je vous remercie pour votre attention.

UNE QUESTION ? UNE RÉACTION ?
ÉCRIVEZ-NOUS :

AMITIEFRANCECOREE@GMAIL.COM

INFORMATIONS LÉGALES ET APPEL À COTISATIONS 2018

La connaissance réciproque, la compréhension mutuelle et l'amitié entre les peuples sont des facteurs essentiels de la solidarité internationale pour la défense de leurs intérêts communs : le progrès, la sécurité collective et la paix dans le monde.

• Pour l'**amitié et la solidarité** entre les peuples français et coréen (du Nord, du Sud et de la Diaspora) ;

• pour le **développement des relations équilibrées** de la France avec le Nord et le Sud de la Corée dans tous les domaines ;

• pour une **reconnaissance diplomatique** de la République populaire démocratique de Corée par la France ;

• pour une **réunification indépendante et pacifique** de la Corée.

ADHÉREZ À L'ASSOCIATION D'AMITIÉ FRANCO-CORÉENNE, RENOUVELEZ VOTRE ADHÉSION, FAITES ADHÉRER VOS AMIS !

Le montant minimum de la cotisation annuelle est de 10 € (étudiants, sans emploi ou titulaires des minimas sociaux), 20 € (tarif normal) ou 50 € (soutien).

L'adhésion à l'Association d'amitié franco-coréenne comprend l'envoi par courrier électronique du bulletin trimestriel de l'AAFC. Les personnes désirant recevoir le bulletin de l'AAFC par la voie postale doivent acquitter en plus de leur cotisation à l'AAFC, 15 € couvrant les frais d'impression et d'envoi de quatre bulletins par an.

La cotisation à l'Association d'amitié franco-coréenne et, le cas échéant, l'abonnement au bulletin trimestriel de l'AAFC sont à adresser par chèque (à l'ordre de l'Association d'amitié franco-coréenne) à :

Association d'amitié franco-coréenne

C/o AAFC Île-de-France

14, avenue René Boylesve - 75016 Paris - France

Vous pouvez aussi effectuer un virement en utilisant les coordonnées suivantes :

Numéro de compte : 30002 00555 0000005585S 18

IBAN : FR19 3000 2005 5500 0000 5585 S18

Destinataire : ASSOCIATION D AMITIE FRANCO COREENNE

Banque : CL PARIS LECOURBE (00660)

Identification de la banque : BIC CRLYFRPP

N'oubliez pas de préciser le motif du paiement : « Adhésion ».

Dans tous les cas (paiement par chèque ou virement), merci de recopier ou imprimer le bulletin ci-dessous, à compléter et à envoyer à :

Association d'amitié franco-coréenne - C/o AAFC Île-de-France

14, avenue René Boylesve - 75016 Paris - France

Nom : Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse postale :

Adresse électronique :

Téléphone :

Je fais un chèque/virement (rayer la mention inutile) de € correspondant à mon adhésion à l'AAFC pour 2018.

Pour recevoir le bulletin de l'AAFC (4 numéros), je choisis une des deux options suivantes :

☐ Je souhaite recevoir le bulletin de l'AAFC par courrier postal et j'adresse, en plus de ma cotisation à l'AAFC, un chèque/virement (rayer la mention inutile) de 15 €.

☐ Je souhaite recevoir le bulletin de l'AAFC par courrier électronique à l'adresse indiquée ci-dessus (cette option est gratuite).

Directeur de la publication et administration : Patrick Kuentzmann.

Administration - Rédaction - Publicité : 14, avenue René Boylesve - 75016 Paris - tél. : + 33 6 48 69 81 89.

Prix du numéro : 2 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 15 euros, comprenant les frais d'impression et d'envoi postal.

Commission paritaire en cours. Imprimé par nos soins.